

L'Ennemi de l'Europe (Introduction)

Nous publions ci-dessous, en guise de complément à

<https://elementsdeducationraciale.wordpress.com/2022/03/20/yockey-et-la-russie/>, l'introduction de la nouvelle édition de Kerry Bolton de *The Enemy of Europe* (Centennial Edition Publishing, 2022), pour sa capacité à remettre dans son contexte la thèse de Yockey en rappelant des épisodes peu connus ou quasiment oubliés des vicissitudes politiques de l'Allemagne d'après-guerre. Nous tâcherons ensuite d'éclairer et d'évaluer la thèse de Yockey qu'expose et défend Bolton dans les deux essais que nous avons publiés de lui. Cette étude critique comprend trois parties, dont nous publions la première ci-dessous.

La Seconde Guerre mondiale se termina avec l'Europe sous la domination de deux puissances extra-européennes : les États-Unis et la Russie soviétique. La majeure partie de l'extrême droite dans l'après-guerre considérait l'Amérique comme le moindre des deux maux et se rangea du côté de Washington dans la guerre froide, qui venait d'éclater. Dans *L'Ennemi de l'Europe*, Francis Parker Yockey rejette ce consensus et affirme au contraire que l'identité et le destin de l'Europe sont bien plus menacés par la domination américaine que par la domination russe.

L'Ennemi de l'Europe (1948) fut conçu comme le troisième volume d'*Imperium*. En 1952, il révisa ses écrits sur la Russie à la lumière des « procès de Prague », qu'il analysa dans l'essai qu'il publia cette année-là, « What is Behind the Hanging of the Eleven Jews in Prague ? » [1] Pour Yockey, il était clair que, avec les procès de Prague, dont onze des quatorze accusés étaient Juifs, le bloc soviétique s'en était pris aux intérêts juifs [2].

Yockey fit valoir que les États-Unis étaient plus dominés par les Juifs et plus implacablement hostiles à l'Europe que l'URSS. Il était donc vain pour les Européens d'espérer que le régime de distorsion culturelle en place à Washington soit renversé. Selon Yockey, il était même inenvisageable qu'une « révolution nationaliste » se produise aux États-Unis. Dès 1951 au moins, Yockey chercha à convaincre « l'élite européenne » que seule l'Amérique était l'ennemi de l'Europe. Il déclara : « N'attaquons pas des fantômes, attaquons le véritable ennemi de l'Europe : l'Amérique » [3].

Les vues de Yockey ont été très mal comprises par la droite, qui ne pouvait que voir la Russie comme l'ennemi existentiel. Même Sir Oswald Mosley ne réussit pas à comprendre la nouvelle situation mondiale et considéra les États-Unis comme un moindre mal, nécessaire pour protéger l'Europe occidentale de l'horreur ultime d'une invasion soviétique. À l'inverse, Otto Strasser adopta un point de

vue similaire à celui de Yockey, mais on ignore s'il fut influencé en cela par la pensée de ce dernier. « Si l'Europe ne subit pas d'ingérence », écrivait Strasser, « l'Europe peut faire face et fera face à toute menace venant de Russie – ou d'ailleurs » [4].

Yockey publia *L'Ennemi de l'Europe* en Allemagne en 1953. Il en publia simultanément une traduction allemande, *Der Feind Europas*, en deux cents exemplaires, qu'il comptait distribuer aux dirigeants du Parti socialiste du Reich (PSR) et à d'autres grands nationalistes allemands.

Le Parti socialiste du Reich (PSR) avait été fondé en 1949. Le parti obtint deux sièges au Bundestag, après que deux députés quittèrent leur parti pour rejoindre ses rangs. Le major général Otto Remer, chef adjoint du parti, en était le militant le plus énergique. Il fut bientôt banni du Schleswig-Holstein et de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, fief du PSR. Les autorités d'occupation américaines notèrent l'opposition du PSR à l'alliance occidentale et son plaidoyer pour une Allemagne unie au sein d'une Europe unie. En 1950, les membres du PSR furent exclus de la fonction publique, car le Département d'État américain craignait que le parti ne prenne démocratiquement le pouvoir. Les réunions du PSR furent violemment dispersées par la police et le journal pro-PSR, *Reichszeitung*, fut interdit.

Remer accentua sa dénonciation de l'occupation américaine et de l'alliance occidentale tout en s'abstenant de condamner l'URSS et la République démocratique allemande (RDA), occupée par les Soviétiques. Le département d'État américain en prit note et fit ce commentaire : « Le parti est soupçonné d'être prêt à faire un important compromis avec la Russie afin d'unifier l'Allemagne [5]. »

Lorsque les États-Unis optèrent pour une politique d'intégration de l'Allemagne dans le système de défense occidental, Remer lança une campagne dont le slogan était : « Ohne mich ! » (« Ne comptez pas sur moi ! »), qui suscita immédiatement la réaction des vétérans de guerre, mécontents de la situation difficile qu'ils connaissaient dans la zone occidentale. La campagne de Remer fut soutenue dans toutes les couches de la société allemande, à la grande consternation du gouvernement et des médias américains, qui publièrent des articles sensationnalistes sur une « alliance nazie-communiste » [6].

Remer alla au-delà de sa position « neutraliste » et déclara que, en cas de guerre, les Allemands ne devraient pas couvrir la retraite de l'armée américaine, si les Russes repoussaient celle-ci. Il affirma qu'il « montrerait aux Russes le chemin vers le Rhin » et que les membres du PSR, « postés comme des agents de la circulation, écarteraient les bras pour que les Russes puissent trouver leur chemin à travers l'Allemagne aussi rapidement que possible » [7]. Le 23 octobre 1952, le PSR fut interdit après avoir obtenu seize sièges au parlement de l'État de Basse-Saxe et huit sièges au parlement de Brême.

Aux États-Unis, où [le cadre d'entreprise à New York, figure des cercles d'extrême droite et fascistes américains et ami de Yockey] H. Keith Thompson, avec l'aide de Yockey, [8] faisait campagne pour Remer et les droits juridiques du PSR, le FBI s'intéressait aux rumeurs concernant les liens du nationaliste allemand Frederick Weiss avec des agents soviétiques et des droitiers en Allemagne. Weiss déclara au FBI que Yockey avait quitté les États-Unis pour l'Allemagne en janvier 1953 et qu'il pensait que Yockey s'était rendu en Allemagne pour faire traduire L'Ennemi de l'Europe en allemand [9]. À leur tour, les services secrets allemands, le K-16, saisirent et détruisirent tous les exemplaires de L'Ennemi de l'Europe. Il ne subsiste aucun exemplaire de l'original anglais et seuls quelques exemplaires de l'édition allemande furent distribués. L'édition anglaise actuelle est une traduction de l'édition allemande.

Yockey considérait que la horde asiatique des steppes orientales n'avait pu occuper la moitié de l'Allemagne qu'à cause des manigances des Américains et estimait que la mission mondiale de la Russie était destructrice. En fait, sa vision de la Russie dans Imperium reflète un antislavisme atavique et rappelle même les appels à la conquête d'un Lebensraum à l'Est qui avaient été lancés dès la fin du XIXe siècle. Il estimait en outre que les États-Unis, porteurs de la pathologie de la Culture, avaient pourri l'organisme de la Culture spirituellement, moralement et culturellement. L'hégémonie russe n'était que superficielle et pouvait être renversée ou subvertie. En revanche, l'hégémonie américaine était un cancer et devait être détruite. Le point de vue de Yockey sur la Russie était pragmatique et conforme à la tradition de Realpolitik de l'élite allemande des siècles précédents. Spenglerien, Yockey connaissait bien la prédiction que le philosophe allemand avait faite en 1922 – l'année du traité de Rapallo – que la Russie allait bientôt éliminer chez elle le produit d'importation qu'était le marxisme et revenir à sa propre âme et que, dès lors, l'Allemagne, en raison de ses intérêts commerciaux, militaires et politiques, serait en mesure de conclure une alliance avec la Russie contre Versailles et les puissances de l'Entente [10].

Le bolchevisme américano-juif contre le bolchevisme russe

Comme Spengler, Yockey voyait le Russe comme un « barbare », mais pas dans un sens péjoratif. Il entendait par là une race « jeune » qui conserve la vigueur de l'adolescence. « Le barbare est rude et dur... il n'est ni légaliste ni intellectualisé. Il est le contraire du décadent. Il est impitoyable et ne recule pas devant la destruction de ce que d'autres tiennent en haute estime », écrit Yockey dans Der Feind. Yockey affirmait que le bolchevisme, importé d'Occident en Russie en grande partie par des Juifs, s'était modifié dans les steppes russes. En revanche, les Américains étaient en même temps culturellement primitifs en raison de leur indifférence à l'Europe et « surcivilisés » en raison de leur préoccupation pour « la paix, le confort et la sécurité. » Ce paradoxe apparent montre que la pensée de Yockey était profondément influencée par l'historicisme allemand. Mal compris dans le monde universitaire

anglophone, pour qui l'histoire est comme un ver qui rampe sur un chemin appelé « progrès », l'historicisme allemand établit une dichotomie entre Kultur et Zivilisation, qui reflètent respectivement les qualités intérieures (spirituelles et morales) et extérieures (matérialistes et techniques) d'un Volk.

Les idéologies bolcheviques américaine et russe étaient néanmoins toutes deux obsédées par la technique et la production. Spengler avait beaucoup écrit sur les similarités du communisme et du capitalisme dans *Le Déclin de l'Occident*, *Le Socialisme prussien*, *L'Heure de la décision* et ailleurs. Heidegger y avait fait allusion en 1935 : « La Russie et l'Amérique, d'un point de vue métaphysique, sont toutes deux identiques : elles sont pris de la même frénésie misérable pour la technologie déchaînée et l'organisation sans limite apparente de l'homme moyen [11]. » Aldous Huxley l'avait également compris, dont *Le Meilleur des mondes* décrit une synthèse du capitalisme, du freudisme et du communisme.

Cependant, pour l'Europe, écrit Yockey dans *Der Feind*, « la distinction suivante est importante : le bolchevisme américano-juif est la destruction instinctive de l'Occident par des idées primitives, anti-culturelles... par l'imposition de la distorsion culturelle et de l'arriération culturelle. Le bolchevisme russe cherche à détruire l'Occident dans l'esprit de la religiosité panslave, c'est-à-dire à russifier toute l'humanité. » Il s'agit de deux perspectives messianiques antithétiques, qui ne se sont cependant pas encore réalisées dans l'histoire.

Yockey déclare dans *Der Feind* : « Ainsi, le bolchevisme américano-juif constitue une véritable menace spirituelle pour l'Europe. Dans tous ses aspects, le bolchevisme américano-juif frappe un point faible de l'organisme européen. » L'« Élément Michel » [*Der Deutsche Michel* est une personnification de l'Allemand] – c'est-à-dire l'ennemi intérieur – forme une grande partie de la couche dirigeante de l'Europe d'après-guerre, reflet de « l'Amérique intérieure », mue par « l'idéal américain purement animal » de confort, de sécurité et de conformisme ». Si cette quiétude est troublée, les baïonnettes peuvent l'imposer de nouveau.

En Europe, il existe une « Amérique intérieure » qui attire les éléments décadents de l'Occident, mais il n'y a pas de « Russie intérieure ». Les partis communistes avaient vite cessé de servir les intérêts de la Russie et Moscou aurait fait preuve de « stupidité politique » en continuant à utiliser le marxisme comme moyen d'exporter son influence, car le marxisme avait perdu sa valeur. Lorsque la Russie se retourna contre les Juifs après la Seconde Guerre mondiale, le sort de chaque parti communiste en Occident fut scellé, écrit Yockey. En 1943, Staline avait dissout le Komintern, qu'il considérait comme un nid de traîtres. De même, la tombe des dirigeants du Parti communiste allemand fut creusée en Russie et non dans l'Allemagne d'Hitler. Les théoriciens critiques à l'égard de Hitler qui vivaient en Allemagne trouvèrent refuge non pas en URSS, mais, grâce au Département d'État et à la Fondation Rockefeller,

aux États-Unis, où ils prirent le contrôle du monde universitaire. Ces destructeurs judéo-marxistes furent rejetés dans leur ensemble par l'URSS et la presse soviétique condamna Herbert Marcuse à l'époque où il était présenté comme un grand intellectuel aux États-Unis, où il inspira les émeutes que la Nouvelle Gauche déclencha de Chicago à Prague (tandis que la droite conservatrice criait au « complot soviétique »).

Les procès de Prague clarifièrent définitivement à la face du monde les relations des Soviétiques avec les Juifs, mais le processus était en cours depuis que les trotskystes avaient commencé à être purgés en 1928. De plus, la signification du rejet par l'URSS des plans américains d'après-guerre pour l'Organisation des Nations unies et la soi-disant « internationalisation » de l'énergie atomique dans le cadre du « plan Baruch » n'échappa pas à Yockey, tandis qu'elle ne fut pas saisie – et continue à ne pas l'être – par les droitistes, pour la plupart anglophones, incapables qu'ils étaient – et qu'ils sont toujours – de sortir de leur borborygme idéologique. En conséquence, Yockey fut pourfendu par des anglo-nazis tels qu'Arnold Leese.

Les États-Unis, pour leur part, recrutèrent des mencheviks, des trotskistes et des libéraux pour attaquer la culture européenne avec le jazz et l'expressionnisme abstrait dans ce qu'on appelle aujourd'hui la « guerre froide culturelle ». Ceux-ci étaient censés incarner les bienfaits de la démocratie américaine, mais l'URSS les condamnait en les qualifiant de « cosmopolitisme sans racines » et d'« internationalisme ». C'est ainsi que Yockey put parler de « bolchevisme américain » et le considérer comme plus dangereux pour la culture-organisme occidentale que le « bolchevisme russe ». Aujourd'hui, les tenants du « millénaire américain » se glorifient de la « mission révolutionnaire » mondiale de l'Amérique, qui consiste à détruire tous les vestiges de la tradition par l'attrait irrésistible de la décadence.

Lorsque Sedova Trotski, après avoir rompu avec la IVe Internationale, déclara son allégeance aux États-Unis pendant la guerre froide et affirma que son défunt mari aurait fait de même, elle montra le caractère fondamentalement bolchevique des États-Unis. D'autres mencheviks, comme l'estimé Dr Sidney Hook, se rallièrent au camp américain contre l'URSS et redéfinirent le conservatisme américain, à tel point que, lorsque le Dr Christopher Lasch, après avoir renié la Gauche au début des années 1970, chercha un véritable « conservatisme » aux États-Unis, il n'en trouva pas. Dans les années 1950, Yockey avait déjà saisi que le « conservatisme américain » était une farce et une escroquerie.

Selon Yockey, l'impact d'une occupation de l'Europe (non slave) par les Russes serait analogue à celle des invasions « barbares » d'autres civilisations, comme l'invasion de l'Égypte par les Nordiques, la conquête de Babylone par les Kassites, la conquête de l'Indus par les Aryens et les invasions de Rome par les Germains. La conquête ne détruit pas ces cultures ; au contraire, les barbares furent absorbés

par la culture-organisme ou en furent expulsés. En outre, Yockey souligna que le barbare devient parfois le gardien des valeurs de la culture de ceux qu'il a vaincus, notamment lorsque ces derniers sont trop affaiblis pour conserver leurs propres traditions, ainsi que cela arriva au cours des longs « cycles dynastiques » en Chine [12]. Le barbare apporte une vigueur pure et la perspective d'un renouveau culturel plutôt que la destruction, la distorsion, l'arriération ou le parasitisme.

L'autre possibilité pour une vieille civilisation menacée par une invasion barbare est que l'ennemi extérieur la pousse à s'unir autour de son ethos traditionnel et qu'elle soit ainsi revigorée.

Yockey évoque ces deux possibilités en cas d'invasion de l'Europe par les Russes, tandis qu'il considère que les États-Unis ne représentent pas tant une occupation militaire qu'un envahissement de la culture-organisme par la maladie. Yockey fait référence, par exemple, à la « syphilis éthique d'Hollywood ».

La symbiose Europe-Russie

Yockey soutenait que la Russie n'avait occupé qu'un dixième de l'Europe (non slave) après la Seconde Guerre mondiale et que cette occupation n'avait été possible qu'en raison des machinations du « régime de Washington », machinations motivées par sa haine pathologique de l'Europe. À cette époque, le régime de New York-Washington rêvait encore d'associer l'URSS à un État mondial par le truchement des Nations unies et du plan Baruch.

Dans l'éventualité d'une occupation russe de l'Europe, Yockey voyait deux possibilités : soit des soulèvements interminables jusqu'à ce que la Russie se lasse et parte, soit l'instauration d'un régime russe relativement accommodant qui pourrait être infiltré et, en conséquence, l'« européanisation » de la Russie en quelques décennies, « européanisation » plus significative que celle qu'avait favorisée le pétrinisme. Cela « aboutirait finalement à l'émergence d'une nouvelle symbiose : Europe-Russie. Sa forme définitive serait celle d'un Imperium européen. Il répondrait à la nécessité historique plutôt qu'au concept de Lebensraum occidental.

Nous avons là l'exposé le plus clair que le slavophobe Yockey a fait de ses vues sur la Russie.

Yockey déclara également que, en cas d'occupation russe de l'Europe, les premières victimes seraient les partis communistes locaux, car on ne pouvait pas faire confiance à ceux qui étaient attirés par ces

partis. Staline l'avait déjà reconnu en dissolvant le Komintern et en éliminant les communistes étrangers qui avaient été assez naïfs pour chercher refuge en URSS. Ils étaient des théoriciens du marxisme, alors que la véritable religion de la Russie n'était pas le marxisme, mais la Russie. Il a été souligné depuis que le bolchevisme russe devait plus à Alexandre Herzen qu'à Marx et l'on pourrait également souligner le caractère anti-russe de l'attitude de Marx lui-même, qui influença le développement du bolchevisme russe en l'éloignant de ce qui était considéré comme un courant germano-juif rival du socialisme. Le bolchevisme était le messianisme russe sous une autre forme [13].

Selon Yockey, au lieu de détruire l'Europe, l'occupation russe éliminerait « l'ennemi intérieur », « l'élément Michel » et « libérerait ainsi en Europe toutes les forces créatrices de la tyrannie du passé ». L'étatisme étriqué disparaîtrait avec les traîtres, qui étaient maintenus au pouvoir par les baïonnettes américaines : « Le barbare, qu'il le veuille ou non, achèvera l'unification spirituelle de l'Europe en supprimant le seul obstacle intra-européen à cette unité. Du spirituel au politique il n'y a qu'un pas. » Si la Russie devait essayer d'incorporer l'Europe dans son empire, elle ne pourrait le faire qu'en faisant à l'Europe des « concessions importantes », notamment l'autonomie en tant qu'unité. Si elle employait la force brute, elle provoquerait une réaction de tous les pays européens analogue aux soulèvements barbares contre l'occupation romaine.

L'accord de Yockey avec la pensée géopolitique allemande

Yockey écrivait pour une élite politique, afin de l'inciter à continuer à se battre à une époque où l'Europe était en ruines et où nombre des dirigeants politiques, militaires et culturels qui avaient survécu étaient dépossédés et persécutés. Le message était le suivant : Ne vous battez pas pour l'ennemi de l'Europe, la symbiose américano-juive, même si cela signifie collaborer avec une occupation russe. Ce message fut pris en compte par de nombreux éléments de la droite allemande et explique l'intérêt que les autorités américaines portèrent à Yockey. Beaucoup d'Allemands partageaient d'ailleurs cette opinion.

Yockey distribua *Der Feind* aux Allemands au moment précis où la perspective d'un rapprochement entre l'Allemagne et la Russie rendait les cercles dirigeants américains extrêmement paranoïaques. Le point de vue de Yockey dans *Der Feind* s'inscrivait dans la tradition allemande de *Realpolitik* et d'alliance avec la Russie : l'alliance entre Pierre le Grand et Frédéric le Grand en 1762 ; la *Rückversicherungspolitik* (politique de réassurance) de Bismarck ; [14] le traité de Rapallo ; le pacte germano-soviétique, qui avait été accueilli avec un véritable enthousiasme dans les milieux militaires et diplomatiques allemands.

Après la défaite de Napoléon en 1812, le général Johann David Ludwig von Yorck, commandant du corps prussien de l'armée napoléonienne, négocia une paix séparée avec les Russes au mépris de la volonté du roi de Prusse et du traité de Paris, qui engageait la Prusse à soutenir la France contre la Russie. Il s'agissait du Pacte de neutralité de Tauroggen, qui laissa une impression durable sur le corps des officiers allemands. Il se trouve que l'un des nombreux pseudonymes qu'utilisa Yockey, pour fausser compagnie aux services de renseignements militaires et au FBI au cours de ses voyages d'un pays à l'autre, était (Franz) Ludwig Yorck.

Même les cercles dominants en Allemagne à cette époque souhaitaient une Europe unie, indépendante des États-Unis, qui aurait une attitude de collaboration envers l'URSS, dont on espérait qu'elle ferait des concessions majeures. L'un des principaux journaux allemands déclara :

Pour sortir de son isolement actuel, elle [l'URSS] peut, exactement comme l'a fait le traité de Rapallo il y a trente ans, faire de l'Allemagne un tampon défensif entre l'Est et l'Ouest. Du point de vue politico-économique, elle pourrait faire de nouveau figure de puissance mondiale en concluant des accords à long terme avec l'industrie allemande et en recommençant à commercer avec l'Allemagne. Ainsi, la Russie pourrait retrouver sa place dans le marché mondial [15].

Si nous, Allemands, avons le sentiment que les autres puissances, ouvertement ou tacitement, essaient d'entraver [...] la réunification de l'Allemagne, les traités (occidentaux) s'avèreraient rapidement avoir été bâtis sur des sables mouvants... Le fait que nous soyons liés au pacte de l'OTAN n'empêche pas que l'Europe, dès qu'elle sera assez forte et que la situation internationale aura changé, devienne un jour indépendante de toutes les parties. [16]

Pour sa part, le journal Christ und Welt, aligné sur l'Union chrétienne-démocrate du chancelier Adenauer, déclara :

L'Europe continentale romprait le Pacte atlantique si les Soviétiques acceptaient de retirer leurs forces derrière le marais de Pripiat et de laisser non seulement la zone orientale de l'Allemagne, mais aussi toute l'Europe de l'Est, rejoindre l'Union européenne. Une Europe occidentale, debout sur ses propres pieds et dotée de forces puissantes qui seraient les siennes, commencera par développer son empire colonial en Afrique. Une telle Europe, quels que soient ses liens avec l'Amérique, pourra se permettre de mener une politique indépendante, car elle disposera de la force d'une troisième puissance [17].

Le père E. J. Reichenberger[18] écrivit en 1952 que la réunification de l'Allemagne « ne peut être réalisée sans le consentement des Russes ». L'objectif premier de Moscou

n'était pas de propager le communisme en Allemagne, mais de faire de l'Allemagne un allié. On ne voit pas pourquoi l'Allemagne ne s'alignerait pas politiquement sur la Russie, surtout après que les démocraties occidentales ont accepté de s'allier avec la Russie. Pour l'Allemagne, la question politique est donc la suivante : avec quel camp l'Allemagne peut-elle espérer faire la meilleure affaire à long terme ?

Il rappelle aux lecteurs germano-américains que les États-Unis et les Alliés ont « mis la main sur les actifs étrangers allemands, volé les brevets allemands et éliminé la concurrence allemande sur le marché mondial ». Sa vision du monde était d'ailleurs similaire à celle de Yockey et d'autres libérateurs européens : le communisme et la démocratie occidentale sont des variations du même matérialisme qui serait transcendé par la Weltanschauung allemande [19].

L'exigence de neutralité dans tout conflit avec la Russie était la norme chez les Allemands de toutes les classes à une époque où les États-Unis tentaient de raviver l'esprit guerrier chez les Allemands, pour le cas où ils seraient utilisés comme chair à canon. Juste après le déclenchement de la guerre en Corée, le New York Herald Tribune rapporta depuis l'Allemagne :

L'impression générale à l'étranger est que le peuple allemand sauterait sur l'occasion de se mettre de nouveau en uniforme et de mener de nouvelles Blitzkriege. Tous les dirigeants politiques et syndicaux avec lesquels notre correspondant s'est entretenu dans les principales villes d'Allemagne de l'Ouest ont déclaré que ceux qui ont cette impression se trompent lourdement [20].

Le Frankfurter Allgemeine Zeitung publia également un article préconisant une politique proche de celle que recommandaient Yockey et ses camarades :

Nous n'avons pas besoin d'attirer l'attention des hommes expérimentés du Kremlin sur le fait qu'une Europe occidentale forte et unifiée peut défendre son indépendance vis-à-vis de toutes les parties. Pourquoi le Kremlin ne serait-il pas intéressé par une telle indépendance ?... Si le monde, qui est aujourd'hui divisé en deux parties, pouvait être réorganisé en un certain nombre de groupes puissants indépendants, cela pourrait empêcher une effroyable conflagration mondiale. Une politique russe souple et prudente pourrait, par exemple, agréer à une réunification de l'Allemagne en échange de

l'indépendance de l'Europe, qui pourrait ainsi se défendre contre toutes les parties. Dans un tel cas, la réunification de l'Allemagne deviendrait une garantie de paix. Les traités actuellement signés ne constitueront pas un obstacle à la réunification, si les Russes restent intéressés par une telle solution [21].

Il est remarquable que, dans les appels pour la réunification lancés par divers milieux, l'Allemagne était conçue comme partie intégrante d'une Europe unie. Les États-Unis appelaient à – voire exigeaient – l'unification européenne, pourvu que l'Europe unie s'oppose à l'URSS. Au contraire, même dans l'esprit des Allemands libéraux, une Allemagne unie au sein d'une Europe unie ne pouvait garantir la paix que si elle adoptait une attitude neutre, voire coopérative, à l'égard de l'URSS.

La politique de conciliation de la Russie

Pourquoi les Allemands considéraient-ils avec autant d'optimisme la possibilité d'un accord russo-allemand ? Le 10 mars 1952, le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères Andreï Gromyko avait remis la « note de Staline » au chancelier allemand Konrad Adenauer et aux puissances occupantes occidentales. James Cartnal la remet dans son contexte :

Le 10 mars 1952, le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, Andreï Gromyko, a envoyé aux délégués des trois puissances d'occupation occidentales de l'Allemagne une note diplomatique qui comprenait un projet de traité de paix. Les dispositions qui y étaient décrites étaient radicales. Selon la note soviétique, l'Allemagne serait réunifiée, ce qui mettrait ainsi fin à sa division aberrante et lui permettrait de devenir un État indépendant, démocratique et pacifique. En outre, tous les partis et toutes les organisations démocratiques en Allemagne jouiraient de toutes les libertés publiques, y compris le droit de réunion, de parole et de publication. La note soviétique prévoyait également d'accorder les droits civils et politiques à tous les citoyens allemands, y compris à tous les anciens membres de la Wehrmacht et à tous les anciens nazis, à l'exception de ceux qui purgeaient des peines pour crimes contre l'humanité. Le projet de traité de paix soviétique demandait le retrait de toutes les forces armées des puissances occupantes, exigeait la liquidation de toutes les bases d'opérations étrangères en Allemagne et empêchait l'Allemagne réunifiée d'adhérer à toute coalition ou alliance militaire dirigée contre toute puissance ayant participé avec ses forces armées à la Seconde Guerre mondiale contre l'Allemagne. Les territoires de l'Allemagne étaient définis, selon la note diplomatique soviétique, par les frontières prévues par les dispositions de la conférence de Potsdam. En outre, le projet de traité de paix soviétique permettait à l'Allemagne de créer les forces armées nationales (terre, mer et air) qui lui étaient nécessaires pour assurer la défense du pays et autorisait la formation d'une

industrie allemande de l'armement, limitée par les dispositions prévues dans la version finale du traité de paix.

Les Soviétiques espéraient discuter des conditions de la paix avec un État allemand uni lors d'une conférence entre quatre grandes puissances. La conférence envisagée par le Kremlin n'eut jamais lieu. L'initiative russe ne conduisit qu'à un échange de correspondance diplomatique entre l'Union soviétique et les trois puissances occupantes occidentales, qui se poursuivit tout au long de l'été 1952. Cette « bataille des notes », comme l'appela le ministre britannique des Affaires étrangères Anthony Eden, révéla que les Soviétiques et les Occidentaux avaient des points de vue très différents sur la nécessité d'organiser des élections libres dans toute l'Allemagne avant toute discussion sur la réunification de l'Allemagne.

La « bataille des notes » laissa sans réponse des questions importantes qui avaient été soulevées dans la note soviétique de mars 1952 ; les Soviétiques ne proposèrent aucune limite spécifique à la remilitarisation de l'Allemagne et ne donnèrent aucune définition de ce qui constituait un État démocratique, pacifique et indépendant. À la fin de l'été 1952, les tentatives soviétiques de résolution de la question allemande avaient échoué ; l'Allemagne restera divisée et chaque partie s'ancra toujours plus fermement dans son bloc respectif au cours des trois décennies et demie suivantes [22].

Des débats s'ensuivirent pour savoir si l'on pouvait faire confiance à Staline. En l'absence de « menace soviétique », rien ne pouvait justifier l'assujettissement de l'Europe au régime de Washington-New York, si ce n'est un nouveau changement de politique et la remise au goût du jour de la légende de la « menace prussienne ». Staline était disposé à satisfaire la plupart des demandes d'Adenauer, mais ce dernier plaçait la subordination de l'Allemagne aux États-Unis avant une Allemagne et une Europe libres et unies. En ce qui concerne la réaction à la « note de Staline », Gromyko rappela que

la réaction des puissances occidentales n'a pas été enthousiaste. À Bonn, le bon sens a complètement abandonné Adenauer et son entourage, les propositions soviétiques sont devenues un objet de propagande et la question de la réunification de l'Allemagne a disparu dans la mêlée.

Aucun autre gouvernement de l'après-guerre ne fit une erreur de calcul politique aussi grossière. Sans aucun doute, Adenauer perdit une occasion historique. En outre, la République fédérale faisait partie du bloc militaire occidental anti-soviétique, alors que l'URSS et l'Allemagne étaient encore techniquement en état de guerre. Celle-ci ne prit fin que le 25 janvier 1955 par une ordonnance du Soviet suprême de l'URSS.

La politique d'Adenauer fut une longue succession d'occasions perdues. En 1957, il rejeta la proposition de l'Allemagne de l'Est d'une confédération allemande... [23].

Pouvait-on vraiment faire confiance à Staline à cet égard ? Il est probable que oui.

L'URSS, après avoir répandu à flots le sang humain et s'être abandonnée à toutes les brutalités dans la partie de l'Europe qu'elle occupait, mit un terme à ses ravages barbares, alors que le plan Morgenthau était mis en œuvre de facto, les États-Unis espérant toujours qu'il serait possible d'intégrer l'URSS comme associé dans un nouvel ordre d'après-guerre.

Un exemple significatif de la différence d'attitude entre l'URSS et les États-Unis à l'égard de l'Europe est l'intervention de la première en faveur du romancier norvégien Knut Hamsun qui avait toujours été populaire en Union soviétique. Pendant la guerre, Hamsun avait soutenu Hitler et le premier ministre collaborationniste Vidkun Quisling. Un écrivain raconta :

À la fin de 1945, le ministre soviétique des affaires étrangères, Molotov, informa son collègue norvégien Trygve Lie qu'il « serait regrettable de voir la Norvège condamner ce grand écrivain à la potence ». Molotov avait fait cette déclaration avec l'accord de Staline. C'est après cette intervention que le gouvernement norvégien abandonna le projet de juger Hamsun, se contentant de lui infliger une forte amende qui le mit pratiquement sur la paille. La question reste ouverte : la Norvège aurait-elle condamné le vieil Hamsun à la peine capitale ? Les collaborateurs norvégiens furent tous condamnés à de lourdes peines. La forte influence que pouvait exercer l'Union soviétique en Scandinavie dans l'immédiat après-guerre n'en était pas moins redoutée [24].

Le fait que l'URSS ait proposé à Rudolf Hess de le libérer s'il reconnaissait la RDA est particulièrement symbolique. En 1952, l'année de la « note de Staline », Lothar Bolz, vice-ministre-président de la RDA, Karl Hamann, ainsi que le ministre du commerce et de l'approvisionnement Otto Grotewohl, rencontrèrent Hess pour savoir s'il était prêt à jouer un rôle de premier plan dans une Allemagne réunifiée et neutre. L'historien allemand Werner Maser affirme qu'Otto Grotewohl lui parla ensuite de la réunion, étant entendu qu'elle ne serait mentionnée qu'après la mort de Grotewohl [25]. Hess fut sorti de Spandau pour rencontrer les dirigeants de la RDA à une époque où la prison était sous l'autorité judiciaire de l'URSS. Maser raconte que Staline souhaitait « tempérer la justice par la pitié dans l'affaire allemande et accorder à Hess un rôle important dans la reconstruction et dans les efforts en faveur de la

réunification de l'Allemagne » [26]. Si Hess déclarait que la politique de la RDA était la même que le « socialisme » auquel il avait toujours adhéré, il serait immédiatement libéré de Spandau et jouerait un rôle dans la direction d'une Allemagne réunifiée. Hess rejeta l'offre, tout en « saluant... les efforts de la RDA et de l'Union soviétique pour préserver le patriotisme allemand et en écoutant attentivement ce que ses interlocuteurs avaient à dire sur les programmes des partis politiques mentionnés... ». Il considérait néanmoins que l'acceptation d'une telle offre aurait été une trahison de la mémoire d'Hitler. Grotewohl eut du mal à comprendre pourquoi Hess avait rejeté l'offre d'aider à reconstruire l'Allemagne en homme libre [27].

Lorsque l'auteur indique que Hess écouta « attentivement ce que ses interlocuteurs avaient à dire sur les programmes des partis politiques mentionnés », il fait référence à la création d'un parti nationaliste dont il avait été prévu qu'il fasse partie du gouvernement de la RDA.

Lors d'une rencontre entre Staline et les dirigeants du Parti de l'unité socialiste (Sozialistische Einheitspartei Deutschlands, ou SED) qui se tint le 31 janvier 1947 dans la zone soviétique, Staline demanda combien d'Allemands dans toutes les zones d'occupation étaient des « éléments fascistes » et « quelle influence ils conserv[ai]ent dans les zones occidentales ». Grotewohl répondit qu'il était difficile de répondre à cette question, mais qu'il pouvait fournir à Staline des listes d'anciens membres du parti national-socialiste « occupant des postes de direction dans les zones occidentales ». Staline n'avait pas posé cette question avec l'arrière pensée de purger l'Allemagne des « fascistes », mais parce qu'il envisageait de réunir les anciens membres du parti national-socialiste dans un parti qui promouvrait le nationalisme et le socialisme dans une Allemagne soviétique. Il s'intéressait également au vote qui pourrait être celui des « éléments fascistes » en cas de plébiscite sur l'unification allemande. Pour Grotewohl, ils étaient « tous réactionnaires ». Le point de vue de Staline était différent. Serait-il possible d'organiser les « fascistes » sous un autre nom dans la zone soviétique ? Il fit remarquer aux dirigeants du SED que leur politique d'extermination des fascistes » n'était pas différente de celle des Américains et leur dit : « Peut-être devrais-je faire ce choix [d'organiser un parti nationaliste] afin de ne pas pousser tous les anciens nazis dans le camp ennemi » [28].

Grotewohl objecta dogmatiquement que si les « fascistes » étaient réunis en un parti qui leur serait propre, une telle initiative ne serait « pas comprise par les masses ouvrières » des zones occidentales. Staline répondit que, en montrant aux « nazis » des zones occidentales que leurs camarades soviétiques n'étaient pas éliminés, il leur donnerait l'impression positive qu'ils ne seront pas tous éliminés » ; il déclara en outre qu'il voulait recruter des « éléments patriotiques », en particulier parmi les « figures secondaires de l'ancien parti nazi », pour créer un « parti fasciste ». La création d'un tel parti n'aurait rien de réactionnaire, car de nombreux « nazis » étaient « issus du peuple » [29].

Ulbricht trouva l'idée de Staline plausible, car, en mettant l'accent sur l'aspect socialiste du national-socialisme, elle pouvait séduire en particulier les jeunes idéalistes. Staline expliqua qu'il n'avait pas l'intention d'intégrer des éléments « fascistes » dans le SED, mais qu'il souhaitait les encourager à former leur propre parti en alliance avec le SED. Dans la zone occupée par les Soviétiques, les anciens « nazis » votaient pour les partis conservateurs, par crainte que l'établissement d'un État soviétique n'entraîne leur liquidation. Staline voulut leur démontrer que leur situation dans une Allemagne soviétique serait différente. Il ne partageait pas non plus l'opinion des dirigeants communistes allemands selon laquelle les « éléments fascistes » étaient tous bourgeois. Il déclara qu'« il faut secourir ceux qui ne se sont pas vendus » à l'occupation occidentale et que « nous ne devons pas oublier que les éléments restés fidèles au nazisme se trouvent non seulement dans les couches bourgeoises, mais aussi parmi la classe ouvrière et la petite bourgeoisie ». Le nouveau parti, qui ferait partie d'une coalition de « front national » dirigée par le SED, s'appellerait les « Nationaux-Démocrates » [30]. Aux autres objections qui furent soulevées Staline répondit que les « éléments fascistes » ne se préoccupaient plus d'acquérir un « espace vital » à l'Est.

En février 1948, l'administration militaire soviétique (Sowjetische Militäradministration in Deutschland, ou SMAD) annonça la fin de la dénazification. En mars 1948, il fut officiellement mis fin aux poursuites contre les Allemands pour de prétendus « crimes de guerre ». Le Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NDPD) fut créée le même mois. La RDA, dont la création fut proclamée en 1949, fut établie par des élections dans la zone d'occupation soviétique après que l'URSS et les occupants occidentaux n'eurent pas réussi à s'entendre sur les conditions des élections dans une Allemagne réunifiée.

Après la création du NDPD, Staline déclara que le parti allait « effacer la ligne de démarcation entre les non-nazis et les anciens nazis ». Le 22 mars, un journal fut lancé pour ouvrir la voie ; il s'agissait du National-Zeitung, qui annonça que « tandis que, dans d'autres régions, il règne toujours une atmosphère de dénazification, les yeux du peuple s'illuminent à nouveau dans la partie orientale, . Les simples camarades de parti ne doivent plus avoir peur et regarder craintivement autour d'eux comme s'ils étaient des parias ». Le parti fut fondé trois jours plus tard sous la présidence de Lothar Bolz. Il occupa ce poste jusqu'en 1972. Membre du parti communiste allemand dans l'avant-guerre, Bolz était l'un des rares dirigeants communistes allemands à avoir survécu à l'hospitalité incertaine de Staline envers les réfugiés communistes [31]. Pendant une grande partie de cette période, Bolz exerça diverses fonctions dans le gouvernement de la RDA, notamment celle de ministre des Affaires étrangères (1968-1978). Le vice-président du NDPD était Heinrich Hohmann ; il avait rejoint le parti national-socialiste en 1933 et était également cofondateur de la Ligue des officiers allemands, noyau d'origine du NDPD. Le programme du NDPD était résolument nationaliste, tout comme celui du Parti socialiste du Reich, qui était sur le point d'être mis hors la loi dans la République fédérale :

L'Amérique a violé le traité de Potsdam et nous a malicieusement plongés, nous Allemands, dans la plus grande détresse nationale de notre histoire... Mais la guerre américaine peut et doit ne pas avoir lieu ! L'Allemagne doit vivre ! C'est pourquoi nous, les nationaux-démocrates, formulons cette exigence : les Américains à l'Amérique. L'Allemagne aux Allemands ! La République fédérale d'Allemagne est un enfant de la trahison nationale... C'est pourquoi nous, les nationaux-démocrates, formulons cette exigence : L'unité allemande par-dessus le gouvernement de la trahison nationale à Bonn, comme base de la paix, de l'indépendance et de la prospérité pour toute notre patrie allemande [32].

Le parti eut jusqu'à 230 000 membres en 1953 et, dans les années 1980, il en comptait encore 110 000. En 1948, 52 de ses membres furent élus au parlement de la RDA, la Volkskammer. Pour soutenir ses campagnes, il fit appel à d'anciens membres du NSDAP et à des vétérans de l'armée. En 1952, l'appel qu'il lança fut signé par 119 anciens officiers de la Wehrmacht, de la SS, des Jeunesses hitlériennes, de la Ligue des jeunes filles allemandes (BDM) et du Front du travail allemand [33].

Les origines du NDPD remontent encore plus loin, au Comité national pour une Allemagne libre, formé par des officiers allemands capturés par les Soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale. De retour dans la zone soviétique après la guerre, ces officiers prirent la direction du NDPD et occupèrent des postes élevés en RDA pendant de nombreuses années. Par exemple, le colonel Wilhelm Adam, cofondateur du NDPD, était un vétéran des deux guerres mondiales. Il était partisan d'une politique nationaliste depuis son adhésion à l'Ordre des Jeunes Allemands en 1920. Il avait adhéré au NSDAP en 1923 et avait participé au Putsch de Munich. Il avait également été membre du Parti conservateur du peuple allemand (DVP) entre 1926 et 1929. En 1933, il avait rejoint le Stahlhelm et le Sturmabteilung. Capturé en 1943 à Stalingrad, Adam rejoignit le Comité national pour une Allemagne libre et, à son retour dans la zone soviétique en 1948, il devint conseiller du gouvernement de l'État de Saxe. En 1952, il devint colonel de la Kasernierte Volkspolizei (KVP), qui deviendra plus tard l'armée populaire de la RDA. Il fut décoré en 1968 de la bannière du travail et du titre de général de division en 1977. Beaucoup d'autres personnes au passé similaire furent honorées par la RDA.

Conclusion

C'est dans ce milieu qu'évoluait Yockey et c'est pourquoi les autorités américaines s'intéressaient tant à ses activités. Lui et son mentor allemand aux États-Unis, Frederick Weiss qui publiait des « évaluations » de la situation mondiale dans un esprit spenglerien, adoptèrent une ligne qui était en accord avec celle de bon nombre de ceux qui cherchaient la libération et l'unité allemandes et européennes, la reconnaissance des États-Unis comme der Feind et la conclusion d'un accord avec la Russie pour obtenir des concessions. Ce point de vue avait été propagé dès 1948 en Argentine par l'organisation Der Weg,

qui représentait ce que H. Keith Thompson nous a dit être « l'autorité supérieure », appelée avec sensationnalisme « Die Spinne » et « Odessa » par les médias d'information mondiaux. Mais, au-delà, l'idée avait pris racine chez les Allemands de tout bord. Der Feind donna donc une profondeur historico-philosophique à des sentiments populaires.

Otto Remer ne renia jamais son affirmation selon laquelle l'Allemagne et l'Europe devaient se tourner vers la Russie. Après un harcèlement juridique continu et un long exil en Espagne, il revint en Allemagne de l'Ouest. En 1983, il créa le Mouvement allemand pour la liberté (Die deutschen Freiheitsbewegung, ou DDF), dédié à l'entente entre la Russie et l'Allemagne. Son manifeste, Le Manifeste Bismarck-Allemand, porte le sous-titre d' « Alliance germano-russe Rapallo 1983 », dans la ligne neutraliste du PSR de Remer trois décennies plus tôt. Le manifeste, qui reprend les idées de Yockey sur le « régime de distorsion culturel » de Washington et de New York, déclare que « le mode de vie américain est pour nous synonyme de destruction de la culture européenne » et que l'Allemagne « ne sera pas utilisée comme fer de lance de l'OTAN... Nous ne participerons pas à une guerre de l'OTAN contre la Russie ».

Comme les autres écrits de Yockey, Der Feind n'a pas vieilli quant sa méthode d'analyse. La situation mondiale s'est aggravée avec l'effondrement de l'Empire soviétique. Le mode de vie spartiate qui avait été imposé dans l'Empire soviétique fait que, aujourd'hui, les peuples de cette région sont le seul vestige blanc qui n'a pas été contaminé par « la syphilis éthique d'Hollywood » ; d'où la frénésie avec laquelle « l'ennemi de l'Europe » tente de contaminer ces régions – certains États, comme la Hongrie, résistent consciemment à cette « syphilis ». « L'ennemi de l'Europe » est désormais l'ennemi mondial (comme le prévoyait Yockey dans son dernier essai, « Le monde en flammes » [34]), dont l'arme principale, comme s'en réjouissait le stratège américain Ralph Peters, reste ce que Yockey appelait la « distorsion culturelle », adossée à la force militaire. Bien que certaines conditions aient changé et que les fronts politiques soient différents, les grandes questions politiques demeurent : le conflit existentiel entre les États-Unis et la Russie ; le rôle d'Israël ; la place de l'Europe et de l'Occident dans ce conflit ; et la relation entre l'Occident et les États-Unis, qui sont présentés comme le « leader de l'Occident » alors qu'ils ne sont rien d'autre que le responsable de la distorsion de la culture, du parasitisme et de l'arriération.

Kerry Bolton (éd.), The Enemy of Europe, Centennial Edition Publishing, 2022, Introduction, traduit de l'anglais par B. K..

Rappelons d'abord la thèse de Yockey dans sa genèse : l'Europe a deux ennemis, l'un interne : les États-Unis et leurs valets à la tête des pays européens ; l'autre externe : la Russie.

Son ennemi interne s'avère plus dangereux pour elle que son ennemi externe parce que, alors que celui-ci menace son existence dans ses aspects matériels, celui-là s'attaque à l'esprit même de l'Europe ; il cherche, en agitant l'épouvantail d'une invasion russe de l'Europe, à l'unifier politiquement et économiquement et à l'uniformiser culturellement et mentalement, afin de l'asservir à tous les égards.

Son ennemi externe est d'autant moins dangereux pour elle qu'il s'est purgée de son propre ennemi interne, à savoir le bolchevisme, dont, en revanche, les États-Unis sont désormais porteurs ; la « distorsion culturelle » est au fond synonyme de bolchevisation et, en fin de compte, d'enjuivement, puisque, pour paraphraser Yockey, « le bolchevisme est juif » (la paraphrase est justifiée par le fait qu'il applique le terme de « bolchevisme » à la fois au régime communiste de Moscou et au régime capitaliste de Washington). La seule manière pour la couche de ceux qui sont dépositaires de la Culture européenne (European culture-bearing stratum) de libérer l'Europe de l'emprise bolchevique des États-Unis est donc de faire alliance avec la Russie, débolchevisée qu'elle est. Le signe indubitable de cette débolchevisation est constitué par le virage « antisémite » que Staline prit à l'occasion des Procès de Prague.

La Russie a-t-elle vraiment été débolchévisée ? S'est-elle libérée de l'emprise du « déformeur de la Culture » (Culture distorter), du « porteur de la Culture de la maladie », » instinctivement allié à toutes les formes, théories, doctrines et pratiques de la décadence dans tous les domaines de la vie », à savoir le Juif ?

De la réponse à cette question dépend la solidité ou non de la thèse connexe, explicite chez Bolton, selon laquelle la Russie et les États-Unis sont intrinsèquement ennemis et non, en quelque sorte, les deux faces d'un même pion.

En 1887, Édouard Drumont avait écrit dans *La France juive* que « les Karl Marx, les Lassalle, les principaux nihilistes, tous les chefs de la Révolution cosmopolite sont Juifs ». En 1935, Léon de Poncins n'avait eu que l'embarras du choix pour écrire « Les Juifs dans le bolchevisme russe » (1).

Dès le lendemain de la révolution d'octobre 1917, les tracts antisémites commencèrent à pulluler en Russie en réaction à l'aggravation brutale de la pénurie et de l'augmentation vertigineuse conséquente des prix. Gorki en reçut un édité par le Comité central de l'union des socialistes chrétiens à Moscou et à Petrograd. Le tract, adressé aux « ouvriers, soldats et paysans », portait le slogan « Antisémites de tous

les pays, de tous les peuples et de tous les partis, unissez-vous ! ». Il opposait « la race aryenne » aux Juifs et exhortait tous les Russes « aryens » à « se purifier de toute cette vermine juive, qui a si complètement gagné tout notre pays, des plus haut sommets aux tréfonds populaires ». « Beaucoup pensent ce qu'écrivait un habitant de Rovny, dans le gouvernement de Volhynie : 'Chez nous le pain coûtait 5 roubles, et maintenant il coûte 15 roubles, tout ça c'est de la faute des youpins qui ont envahi tous les bureaux'. Les bolcheviks tentent d'organiser une répartition planifiée d'un ravitaillement très insuffisant ; ils nationalisent le commerce de haut en bas. Le commerce privé est interdit. Quiconque s'y livre est traité en spéculateur. Le commerçant juif est donc considéré comme un trafiquant et un affameur. Le jeune communiste ukrainien Klounny explique ainsi l'antisémitisme virulent de la paysannerie ukrainienne dans une lettre au comité central : 'Dans la majorité des cas, le village connaît le juif commerçant, qui l'a exploité de toutes les façons en particulier dans le commerce du pain. Alors que le villageois nourrissait le juif avec sa production, le juif ne faisait rien pour lui : le juif artisan servait la bourgeoisie (la noblesse) et la petite-bourgeoisie (les modistes, les savetiers... etc.) et le village ukrainien n'a presque jamais vu le prolétariat juif. Or, le paysan, ne considérant pas le commerce comme un travail, considère tous les juifs comme n'étant pas des travailleurs. C'est cette vision qui explique l'irritation de la paysannerie contre 'les youpins commissaires' et la phrase populaire en Ukraine : 'Avant, les youpins nous volaient et maintenant ils veulent s'installer sur notre dos' (2). » Le 27 avril 1918, le commissariat de la province de Moscou, après audition du rapport de la commission qu'il avait chargé quelques semaines plus tôt d'étudier des mesures préventives contre les pogroms, décida d'organiser une propagande systématique contre l'antisémitisme. Le 21 avril 1918, les bolcheviks organisèrent au cirque Moderne à Petrograd un grand meeting contre les pogroms. En juillet, Lénine rédigea et co-signa un décret intitulé « Sur l'éradication de l'antisémitisme » (3), qui se termine par la prescription de « mettre hors-la-loi ceux qui participent ou appellent aux pogroms ». Selon le bolchevik et ancien menchevik Iouri Larine, « mettre hors la loi les antisémites actifs, c'était les fusiller » (4). Mais, remarque un rapport spécial du Congrès états-unien en 1954, « ce décret, promulgué comme une directive pendant la guerre civile, ne fut pas inclus dans le recueil officiel des lois et des ordonnances gouvernementales. Et, en 1922, le premier code pénal systématique édicté par le gouvernement soviétique ne contenait pas de paragraphe spécial contre l'antisémitisme. La question était couverte, sous une forme générale, par une disposition interdisant 'l'agitation et la propagande suscitant des inimitiés et des dissensions nationales' ; la peine était d'un minimum d'un an de prison et, en temps de guerre, si le délit était commis dans des circonstances particulièrement dangereuses, la mort. Une loi spéciale sur les crimes contre l'État, promulguée en 1927, porta la peine minimale à deux ans. Mais une décision de la Cour suprême en 1930 statua que ce paragraphe n'était pas applicable aux 'attaques contre des membres individuels de minorités nationales à la suite de conflits personnels avec ces personnes'. La loi était stricte, mais elle était rarement appliquée ».

En mars 1919, Lénine prononça un « discours sur les pogroms et la persécution des Juifs », dont voici un extrait (5) : « On appelle antisémitisme la propagation de la haine à l'égard des Juifs. Dans les derniers jours de la maudite monarchie tsariste, elle tenta de monter les ouvriers et les paysans ignorants contre les Juifs. La police tsariste, alliée aux propriétaires fonciers et aux capitalistes, organisa des pogroms

contre les Juifs. La haine des ouvriers pauvres et des propriétaires fonciers et des capitalistes s'exerça contre les Juifs. Et dans d'autres pays aussi nous voyons souvent les capitalistes fomenter la haine contre les Juifs afin d'aveugler les travailleurs, de détourner leur attention du véritable ennemi des travailleurs, le capital. La haine des Juifs ne persiste que dans les pays où l'esclavage des propriétaires fonciers et des capitalistes a créé une ignorance abyssale parmi les ouvriers et les paysans. Seules les personnes les plus ignorantes et les plus opprimées peuvent croire les mensonges et les calomnies qui sont répandus à propos des Juifs. C'est une survivance de l'ancienne époque féodale, lorsque les prêtres brûlaient les hérétiques sur le bûcher, lorsque les paysans vivaient en esclavage et lorsque le peuple était écrasé et incapable de s'exprimer. Cette ignorance ancienne et féodale est en train de disparaître ; les yeux du peuple s'ouvrent.

« Ce ne sont pas les Juifs qui sont les ennemis des travailleurs. Les ennemis des travailleurs sont les capitalistes de tous les pays. Parmi les Juifs, il y a des ouvriers, des travailleurs, c'est même le cas de la plupart d'entre eux. Ce sont nos frères, qui, comme nous, sont opprimés par le capital ; ce sont nos camarades dans la lutte pour le socialisme. Parmi les Juifs, il y a des koulaks, des exploiters et des capitalistes, comme il y en a parmi les Russes et parmi les gens de toutes les nations. Les capitalistes s'efforcent de semer et de fomenter la haine entre les travailleurs des différentes confessions, des différentes nations et des différentes races. Ceux qui ne travaillent pas sont maintenus au pouvoir par le pouvoir et la force du capital. Les Juifs riches, comme les Russes riches et les riches de tous les pays, s'allient pour opprimer, écraser, voler et désunir les travailleurs.

« Honte au maudit tsarisme qui a torturé et persécuté les Juifs. Honte à ceux qui fomentent la haine envers les Juifs, qui fomentent la haine envers les autres nations (6). »

En 1924, Gorki raconta ainsi ce que lui avait dit Lénine au sujet de la brochure qu'il avait publiée en 1919 « Sur les Juifs » (7) et dans laquelle il avait écrit : « Les Juifs avec la plus grande énergie ont servi et servent la grande cause de l'eupéanisation de notre pays à demi asiatique » : « Il faut dire qu'au cours de nos conversations, Lénine a souligné à plusieurs reprises fois l'importance générale des Juifs pour la révolution, non seulement en Russie, mais aussi dans d'autres pays, ainsi que l'importance de mettre fin le plus tôt possible, pour le bien de la révolution, à tous ces maux qui frappent les masses ouvrières juives dans un monde gouverné par le capitalisme et les institutions religieuses (8). » « La réponse de Lénine reflétait son attitude générale à l'égard des questions ethniques, qui était que les communistes de chaque ethnie devaient combattre les préjugés et les idéologies nationalistes et religieuses de leur propre origine ethnique » (9). Les Juifs ne faisaient pas exception.

Dès 1903, Lénine avait critiqué l'idée de nation juive comme « une idée sioniste absolument fausse et réactionnaire dans son essence » ; « la culture nationale juive, avait-il ajouté, c'est le mot d'ordre des rabbins et des bourgeois, le mot d'ordre de nos ennemis » (10). Staline reprit les arguments de Lénine. Ni chez Lénine, ni chez Trotski, ni, dans un premier temps, chez Staline, l'antisémitisme ne mena, pour reprendre le titre d'un livre de Léon Poliakov, à l'antisémitisme. Lénine et Staline étaient en faveur de l'assimilation des Juifs au peuple russe. La nation étant définie par Staline, dans une brochure (« Le marxisme et la question nationale ») que lui avait demandé d'écrire Lénine en 1913, comme « une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture », les Juifs pouvaient et devaient naturellement faire partie de la nation russe. L'antisémitisme fut donc institué en dogme du communisme et défendu mordicus aussi bien par Staline que par Trotski, pour qui le sionisme était une utopie réactionnaire (11).

Trotski qui ne cachait ni qu'il était né et avait été élevé dans la religion juive, ni que ses origines n'avaient « aucune importance pour lui », au point de déclarer qu'il avait « cessé d'être juif pour l'essentiel » le jour où il était devenu marxiste et donc internationaliste (12), ne cessa jamais d'attaquer en général ceux de ses congénères qui, comme les Bundistes, se glorifiaient de leur judaïté et en particulier les sionistes. Le reniement de sa propre judaïté l'amena logiquement à la détestation, qu'il partageait avec Lénine et Staline, de tout nationalisme. « Le Bund exerça une influence politique entre les révolutions de février et d'octobre 1917. Son meneur, Mark Liber, fut un membre actif de la coalition de socialistes qui domina les soviets jusqu'à ce que les bolcheviks prennent le pouvoir. Les Juifs étaient fortement représentés dans tous les partis révolutionnaires – Fédor Dan et Yuli Martov étaient des dirigeants mencheviks, tandis qu'Abram Gots comptait parmi les principaux socialistes-révolutionnaires. Pendant un certain temps, il sembla que la question juive avait cessé d'être un problème dans la politique russe », si ce n'est pour les autorités religieuses juives russes ; elles « s'inquiétaient du nombre de Juifs dans la direction du mouvement révolutionnaire. Elles pensaient que cela pourrait éventuellement se retourner contre les Juifs en général une fois que les anciennes traditions populaires d'antisémitisme se seraient réaffirmées » (13). Elles envoyèrent une délégation à Trotski à Petrograd pour tenter de le persuader de rompre avec les bolcheviks. Trotski les envoya paître, tout en ne laissant rien paraître de sa propre inquiétude à ce sujet. « Le commandant antisoviétique Alexei Kaledin galvanisait ses troupes en déclarant que les dirigeants bolcheviques n'étaient pas des Russes mais des Juifs. Et Lénine et Trotski étaient en tête de sa liste d'hommes à abattre. Ils incarnaient l'ordre communiste. Une lettre anonyme adressée aux autorités soviétiques demandait : 'Êtes-vous devenus aveugles et ne voyez-vous pas qui dirige maintenant la Russie ?... Trotski, Sverdlov, Zinoviev et les autres : ce sont tous des Juifs de sang pur qui se sont donné des noms de famille russes pour tromper le peuple russe. Trotski s'appelle Bronstein, Zinoviev est en réalité Liberman et ainsi de suite. Et c'est vous qui préférez le Yid Bronstein (Trotski) au Tsar orthodoxe' » (14). Dans un article publié dans Izvestiya en octobre 1919, après avoir déclaré nébuleusement que « [l']antisémitisme n'est pas seulement une haine des Juifs, mais aussi une lâcheté à leur égard » (15), il ne craignit pas de justifier la surreprésentation des

Juifs en politique par le fait qu'ils étaient principalement des citadins et que c'étaient dans les villes que le mouvement révolutionnaire avait pris naissance et s'était développé.

Les villes russes auraient-elles donc compté de 70 à 80 % de Juifs ?

Il n'en dit pas plus sur la question juive jusqu'à ce qu'il entre en conflit « ouvert » avec Staline en 1923. Il apprit alors que des militants attiraient l'attention sur son origine juive et que des remarques antisémites étaient régulièrement faites lors des réunions des cellules du parti. Quelqu'un aurait dit : « Les Yiddishs font du grabuge au Politburo (16). » Staline ferma les yeux sur les manifestations d'antisémitisme dans le Parti, ce qui « l'aida à vaincre son rival » (17).

Le 12 janvier 1931, Staline donna la réponse suivante à une question de l'Agence de presse juive aux États-Unis sur l'attitude soviétique à l'égard de l'antisémitisme : « Le chauvinisme national et racial est un vestige des coutumes misanthropiques caractéristiques de la période du cannibalisme. L'antisémitisme, forme extrême du chauvinisme racial, est le vestige le plus dangereux du cannibalisme. L'antisémitisme sert les exploiters ; il est le paratonnerre qui dévie les coups portés par les travailleurs au capitalisme. L'antisémitisme est dangereux pour les travailleurs car c'est une fausse route qui les détourne de la bonne voie et les conduit dans la jungle. Par conséquent, les communistes, internationalistes conséquents, ne peuvent qu'être les ennemis jurés, irréconciliables, de l'antisémitisme. En U.R.S.S. l'antisémitisme est puni avec la plus grande sévérité par la loi comme un phénomène profondément hostile au système soviétique ». « En vertu de la loi soviétique, les antisémites actifs sont passibles de la peine de mort (18) », conclut-il en sachant pertinemment que les lois en question étaient, comme indiqué plus haut, rarement appliquées. En 1931, cela faisait sept ans que, en dépit de la note dans laquelle, peu avant sa mort, Lénine avait conseillé au Parti de se méfier de lui, Staline, allié à Zinoviev et Kamenev, lui avait succédé ; deux ans plus tôt, il avait réussi à faire bannir Trotski d'URSS après une longue lutte acharnée contre lui. Il avait désormais les coudées « franches » pour s'occuper des partisans de Lénine et de ceux de Trotski.

En décembre 1934, Kirov, le chef du Parti à Leningrad, fut abattu. Le meurtre fournit à Staline le prétexte pour purger le Parti légalement. De 1936 à 1938, il y eut trois procès, dits du « Bloc des droitiers et des trotskistes ». Au terme du premier, en août 1936, Kamenev et Zinoviev, accusés de faire partie du « Centre terroriste trotskiste-zinoviéviste », furent condamnés à de longues peines de prison pour avoir « tenté de s'emparer du pouvoir à tout prix » et, accessoirement, pour « complicité d'assassinat » ; au terme du deuxième, Sokolnikov fut reconnu coupable d'avoir formé, avec 16 autres « vieux bolcheviks », un « Centre antisoviétique trotskiste de réserve [...] pour le cas où l'activité du Centre trotskiste-zinoviéviste serait découverte par les organes du pouvoir soviétique » ; il fut fusillé en février

1937 ; Radek fut l'un des quatre accusés qui échappa à la peine capitale. Le troisième procès s'ouvrit le 2 mars 1938 ; les quatre principaux accusés étaient Boukharine, Rakovsky, Yagoda, Rykov (19). Nombre des accusés, dont ceux qui viennent d'être cités, étaient juifs, sans qu'ils aient été désignés comme tels dans les actes d'accusation. Le rapport du Congrès cité ci-dessus indique que « [l]a campagne violente contre les 'traîtres' ne fut pas présentée officiellement sous un angle anti-juif. Mais la campagne de chuchotements antisémites ne fut pas non plus découragée. Dans le même temps, des circulaires secrètes du Parti communiste ordonnèrent à de nombreuses branches de la fonction publique de ne plus recruter de personnes d'origine juive ou de rétrograder ou révoquer celles qui étaient déjà en fonction. Un numerus clausus fut subrepticement appliqué dans les académies militaires et diplomatiques. Chaque nouvelle 'élection' entraîna une nouvelle baisse du pourcentage d'hommes d'origine juive élus dans les différents soviets. Ce processus trouva son expression la plus éloquente lorsque, en mai 1939, le ministre des Affaires étrangères Maxim M. Litvinov fut démis de ses fonctions et remplacé par Vyacheslav M. Molotov. Un homme d'origine juive n'était pas la personne la plus apte à négocier le pacte Staline-Hitler ».

De cette époque date l'apparition en U.R.S.S. de ce que, dans « Prisonniers du pharaon rouge : les répressions politiques contre les Juifs en URSS dans la dernière décennie du règne de Staline » (Arles, Solin-Actes Sud, 1997), pour lequel il a consulté une centaine de documents, jusque-là non publiés, des archives, des organes du parti, des services de sécurité nationale et d'autres structures de direction et de répression de l'U.R.S.S., Gennady Kostyuchenko (20) appelle un « antisémitisme d'État ». Il avait quatre axes : la liquidation d'institutions et d'organisations juives (21), la persécution de l'élite intellectuelle juive, les purges de certaines institutions d'État, les représailles contre certains activistes juifs. « [...] Stalin profitait régulièrement des humeurs antisémites de la société et du parti pour défaire ses opposants dans la lutte pour le pouvoir. Une fois transférée sur le terrain bureaucratique, cette manière de procéder acquit le statut d'une politique systématique menée par l'État. Son but était l'élimination progressive de 'l'influence juive' (plus précisément de l'influence des juifs) sur la vie socio-politique et culturelle de la société ; et ses moyens privilégiés étaient l'assimilation imposée d'en haut et des mesures administratives et répressives, lesquelles s'alourdissaient continuellement avec le temps » (22).

A peine bridé durant la guerre (23), l'« antisémitisme d'État » atteignit son apogée dans les années 1950. En octobre ou novembre 1948, le général Antonov, chef d'état-major juif de l'Armée rouge, fut remplacé par le général Shtemenko, un Gentil. La parution du journal yiddish Einigkeit, les représentations du théâtre yiddish de Moscou et un certain nombre d'autres activités institutionnelles juives furent suspendues. Les Juifs d'URSS cessèrent d'être reconnus comme minorité nationale, tout ceci à une époque où les relations entre l'URSS et Israël étaient au beau fixe. Les six principaux écrivains yiddish de l'Union soviétique furent arrêtés et disparurent sans laisser de traces. Le culte qui s'était formé autour de la mémoire de Simon Mikhoels, le célèbre acteur et dirigeant communautaire juif décédé au début de l'année, fut soudainement étouffé et son nom ne fut plus mentionné officiellement

jusqu'à ce qu'il apparaisse dans l'acte d'accusation du fameux procès des blouses blanches, dix-sept responsables des principales institutions médicales de Moscou, dont la plupart étaient juifs (24). « En accord avec la majorité des spécialistes, G. V. Kostyrchenko explique ce[s] développement[s] par un ensemble de facteurs de politique intérieure et extérieure : le chauvinisme accru de la politique nationale des dirigeants soviétiques ; l'exacerbation de la tension soviéto-américaine et le durcissement de la guerre froide ; la dégradation psychologique du vieux Staline ; le jugement qu'il portait sur le sionisme, sur l'État d'Israël comme 'avant-garde de l'impérialisme des États-Unis' et sur les Juifs soviétiques comme potentielle 'cinquième colonne' » (25).

Selon Maurizio Lattanzioni (26), ces développements « ne doi[vent]t toutefois pas être attribué[s] à l'antisémitisme' de Staline, c'est-à-dire à une aversion viscérale qu'il aurait nourrie à l'égard de l'essence' profonde de la judéité et des traits de caractère des Juifs. Staline n'avait pas non plus la volonté de couper tous les ponts qui unissaient l'Union soviétique à la ploutocratie 'occidentale'. Les motivations de Staline sont autres : il souhaitait plus simplement liquider une tendance politique et idéologique qui avait élaboré une interprétation de la pensée marxienne différente de la sienne et avait déduit de cette interprétation des modèles de gestion du pouvoir soviétique opposés à ceux préconisés par Staline lui-même. Cette querelle idéologique conduisit à un affrontement entre deux factions rivales du PCUS. Staline [...] comprenait que le marxisme ne pouvait survivre que s'il était réalisé 'dans un seul pays'. Seule la naissance d'une sorte de 'national-communisme' enraciné dans les courants historiques les plus profonds du panslavisme, dans le cadre d'une conception autoritaire, bureaucratique et centralisatrice du pouvoir et de l'État, pourrait permettre l'avènement du socialisme dans un seul pays, c'est-à-dire, dans le cas qui nous occupe, en Union soviétique ». Trotski lui-même ne cessa d'insister sur le fait que « Staline, dans sa lutte avec l'opposition, [ne faisait qu']exploit[er] les tendances antisémites du pays » (27). La plupart des spécialistes de la question (28) semblent s'accordent encore aujourd'hui pour dire que, bien que de nombreuses victimes de la Grande Purge aient été des Juifs, ils ne furent pas ciblés en tant que Juifs, contrairement aux Juifs qui vivaient dans l'Allemagne hitlerienne.

« [...] [L']antisémitisme stalinien reprend deux thèmes de l'antisémitisme nazi : la 'pollution' que constituerait la présence plus ou moins massive de juifs dans les divers domaines de la vie sociale et le serpent de mer du complot juif mondial pour dominer le monde. Mais ces deux thèmes restent tapis, comme des taches honteuses, dans des circulaires internes secrètes et dans des aveux fabriqués, encore plus secrets, auxquels se prêtent d'anciens policiers en disgrâce prêts à répéter tout ce que leurs collègues en place leur dictent. Il y a là plus qu'une nuance. L'antisémitisme hitlérien est un développement organique du nazisme ; l'antisémitisme stalinien est contradictoire avec les origines du système soviétique, né d'une révolution sociale (liquidation de la propriété privée des moyens de production et instauration de la propriété collective) et politique (renversement de l'ancienne classe dirigeante) et avec ses fondements sociaux. Le premier s'affirme, le second se terre, voire se tait, se camoufle et se déguise, comme s'il avait honte de se montrer ; agit dans l'ombre » (29). En Russie, il

n'y eut aucun équivalent aux lois de Nuremberg, en partie pour la raison qui vient d'être donnée, en partie pour des raisons légales. Le national-socialisme, quant à lui, agit toujours à découvert.

La politique antijuive de Staline fut poursuivie après sa mort par les deux hommes qui avaient exercé la plus forte influence sur lui : Malenkov et Beria (30). Le 4 mars 1953, la Komsomol'skaja pravda publia un article intitulé « Une plus grande vigilance révolutionnaire », qui dénonçait « les groupes terroristes des médecins/saboteurs – agents de l'organisation juive et d'orientation nationaliste-bourgeoise Joint, à la solde des services secrets étrangers » (31), mais, un mois seulement après la mort de Staline, la radio diffusa l'annonce par le ministère de l'Intérieur de la disculpation de tous les médecins accusés d'avoir participé au complot des blouses blanches et de leur rétablissement dans leurs fonctions. Staline dut mourir une seconde fois.

Dans ses mémoires, Kroutchev signale que Staline faisait souvent des remarques « antisémites » « Et, se souvient-il, nous nous y sommes habitués. Nous les écoutions, mais nous ne les prenions pas à cœur et nous n'avons rien fait dans ce sens » (32). Il s'avère cependant avoir marché sur les traces de son prédécesseur, quoique, si on nous permet l'expression, en chausson (33). « Il apprit de Staline à utiliser subtilement l'«antisémitisme populaire» pour mettre en œuvre les politiques (34). Incidemment, la peine de mort pour des délits économiques tels que le détournement de fonds, le vol, la corruption et le marché noir fut introduite en 1961 par le Soviet, ce qui fit de l'URSS le pays à la législation la plus draconienne et de loin pour ce type de délits en temps de paix. « Parmi la centaine de personnes exécutées pour des crimes économiques en 1961-62, la grande majorité était juive et leurs procès eurent des connotations fortement antisémites. Ce qui était évidemment insinué était que les pénuries de biens de consommation et leur qualité médiocre n'étaient pas à imputer aux dirigeants du pays ou au système économique soviétique, mais à une poignée de vendeurs au noir juifs et de petits fonctionnaires corrompus » (35).

En juillet 1965, pour la première fois depuis 1918, un haut responsable soviétique, Aleksei N. Kosygin, déclara, dans un discours prononcé à Riga et publié le lendemain dans la Pravda (36), que l'antisémitisme, comme le nationalisme et le racisme, était étranger à la vision du monde communiste (37). Un an plus tôt, Brejnev était devenu Premier Secrétaire du Parti et par conséquent le dirigeant principal de l'Union soviétique ; il condamnera vigoureusement l'antisémitisme quatorze ans plus tard, le 23 février 1981, dans un discours de politique générale prononcé au 26e Congrès du Parti communiste (38). Entre-temps, le message officiel fut qu'« il n'y a jamais eu et qu'il n'y a pas d'antisémitisme en URSS » (39).

Selon Kostyuchenko, la victoire fulgurante d'Israël dans la guerre des Six jours en juin 1967 marqua une résurgence de l'antisémitisme d'État en URSS et dans les pays du bloc de l'Est (sauf en Roumanie), tous défenseurs de la cause arabe. Il serait plus approprié de parler d'antisionisme. La preuve en est que, le 4 octobre 1967, la Commission idéologique du comité central du Parti désavoua, suite à de véhémentes protestations à l'étranger, *Judaizm bez prikras* (Judaism Without Embellishment, 1963), un ouvrage antisémite de Trofim Kichko, employé de l'Académie des sciences d'Ukraine qui avait eu des relations étroites avec le régime national-socialiste pendant la guerre. Le jour même, Kichko publiait un article dans le journal ukrainien *Komsomolskoye znanya* sur « un complot de banquiers sionistes » ; le 20 janvier 1968, la *Pravda Ukrainy*, l'organe de presse officiel de la République ukrainienne, rapporta que Kichko s'était vu décerner par le présidium du Soviet Suprême ukrainien un certificat de mérite pour « services rendus à la propagande athée ». Kichko publia peu après *Judaizm i Zionism* (Kiev, 1968), dont l'une des thèses centrales était que le judaïsme – pratiqué par une grande partie des trois millions de Juifs de Russie – portait une grande part de responsabilité dans les « crimes » des « agresseurs » israéliens ; « il existait un lien direct entre la morale du judaïsme et les actes des sionistes israéliens. Les actes des extrémistes israéliens durant leur dernière agression contre les pays arabes ne sont-elles pas conformes à la Torah ? » (40). Entre-temps, de nombreuses publications soviétiques avaient abordé le thème de la conspiration juive ; ainsi, par exemple, le *Komsomolskaya pravda* du 4 octobre 1967 écrivait : « Le sionisme est un empire invisible, mais énorme et puissant, de financiers et d'industriels, un empire qui ne figure sur aucune carte du monde, mais qui existe et agit partout dans le monde (41). » En août 1968, quelques jours avant l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, les principaux organes soviétiques dédièrent de longs articles aux mystérieux « saboteurs » qui menaçaient de saper la République socialiste. Le judaïsme était condamné au motif qu'il prescrivait « l'exclusivisme racial » et justifiait « les crimes contre les Gentils ». Les vues du Kremlin sur la question furent résumées dans un livre publié en 1969 (à 75 000 exemplaires), *Beware of Zionism !*, par Yuri Ivanov, un spécialiste du Comité central du Parti sur le sionisme. « En 173 pages, il réunissait les différents fils du thème antisioniste tissé au cours des trois années précédentes. Le sionisme était présenté comme l'« Affaire » internationale géante de la juiverie mondiale. Grâce à 'la plus grande partie des capitaux' dont il dispose, l'Affaire entretient un vaste 'centre de renseignement international' et un 'service bien organisé de désinformation et de propagande'. L'objectif de tous les divers 'bureaux' de l'Affaire, qui dépendent prétendument d'une 'direction unique', est 'le profit et l'enrichissement' et, en définitive, la 'préservation' de ses pouvoirs. Le livre décrivait en détail l'influence du sionisme international sur la politique d'Israël [...], ainsi que ses efforts astucieux pour subvertir à la fois les États socialistes et les nouveaux États nationaux. Il traitait également longuement du soi-disant réseau ramifié d'organes de propagande sionistes, soutenu par les principaux médias, qui aurait été, selon ses dires, à l'origine de la création d'un réseau de propagande sioniste » (42).

L'Armée rouge n'avait pas franchi la frontière de la Tchécoslovaquie que les organes officiels soviétiques dépeignaient ce pays comme l'incarnation de la « contre-révolution », dans laquelle les sionistes jouaient un rôle important (43). Dans les mois suivants, ils continuèrent à dénoncer, avec une véhémence accrue, les forces sionistes qui, selon le Kremlin, étaient à l'origine de cette « contre-

révolution ». Il ne s'agissait pas que de manifestations d'antisémitisme. Lorsque, au lendemain de l'entrée des chars soviétiques à Prague, Brejnev avait convoqué le Bureau politique du PC tchécoslovaque, Piotr Chelest, secrétaire général du PC ukrainien, avait traité Kriegel, membre du bureau politique du Tchécoslovaque, de « youpin de Galicie » (44), « sous le regard approbateur ou indifférent des autres dirigeants soviétiques » (45). « Si l'antisémitisme tsariste [s'était] affich[é] sans vergogne, l'antisémitisme stalinien, y compris sous [...] Brejnev, tente de se camoufler. Parfois, le masque s'effrite, mais les bureaucrates du Kremlin s'efforcent de ne jamais le laisser tomber » (46). Le bureaucrate Alexandrov, dans un rapport au secrétariat du comité central, dénonce la surreprésentation des Juifs dans le cinéma russe, « juste capables de prospérer comme des parasites » (47). Il ne s'agissait pas que de mots : ainsi, par exemple, le 28 octobre 1973, la police empêcha un groupe de Juifs lituaniens de déposer des gerbes de fleurs à l'endroit où les nationaux-socialistes et les nationalistes lituaniens avaient abattu des Juifs en 1941 près de Kaunas. En 1974, « l'affaire Stern illustra à la fois la politique antisémite du pouvoir et les résistances auxquelles elle se heurtait dans la population » (48).

Mais pourquoi donc, en 1981, Brejnev, comme indiqué plus haut, condamna-t-il officiellement l'antisémitisme et, pour commencer, reconnut-il tout aussi officiellement son existence même en Russie ?

« Deux hypothèses distinctes, bien que complémentaires, peuvent être avancées. La première est liée à des considérations externes, la seconde, beaucoup plus cruciale, à des facteurs internes. La nécessité urgente de redorer l'image de l'Union soviétique, gravement ternie par les révélations publiques de la virulente campagne de propagande antisémite du Kremlin, devait apparaître clairement aux décideurs soviétiques. Le Conseil de l'Europe à Strasbourg avait officiellement documenté cette campagne, tout comme l'avait fait une enquête parlementaire australienne. Lors de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, tenue à Madrid en novembre et décembre 1980, plusieurs délégués, dont le Belge René Panis, ont repris les accusations d'antisémitisme portées contre l'Union soviétique. En fait, la communication du Belge a été l'une des rares, au cours de la réunion de Madrid, à mettre en rage les délégués soviétiques : ils ont vigoureusement nié l'existence de l'antisémitisme en Union soviétique, ce qui a provoqué les rires des autres participants. Les dirigeants du Kremlin ont très bien pu faire le calcul que, pour que les relations de l'URSS avec l'Occident, qui s'étaient détériorées suite à l'aventure de Moscou en Afghanistan, s'améliorent, il leur fallait cesser de prendre des positions antisémites extrêmes. Il est significatif que Brejnev ait vigoureusement souligné la valeur de la détente à plusieurs reprises dans son discours, en observant notamment que 'les intérêts vitaux des peuples européens' exigent de suivre la 'voie... qui a été tracée à Helsinki'. Le processus de Madrid, a-t-il dit, doit se poursuivre 'sans interruption'. La reconnaissance et le reniement publics de l'antisémitisme soviétique par Brejnev pouvaient vraisemblablement contribuer à ce processus. Il est certain que le Kremlin a grand besoin de polir son image » (49).

La seconde hypothèse est effectivement beaucoup plus cruciale : « Exactement deux ans avant le discours de Brejnev au congrès du parti, le 23 février 1979, un article dactylographié de six pages rempli d'invectives antisémites avait été placé dans toutes les boîtes aux lettres de Moscou et distribué à Leningrad. Ce qui était frappant dans cet article était qu'il traitait ouvertement Brejnev et sept de ses associés au Politburo de 'sionistes du Kremlin' (50). »

« Impossible en URSS » parce qu'il est « interdit par la loi et constitue un crime » ; telle fut la réponse de Gorbatchev à la question que lui posa un journaliste de L'Humanité en février 1986, Gorbatchev, un an après sa nomination à la tête du Parti, de savoir si l'antisémitisme existait en U.R.S.S. Effectivement, l'article 123 de la Constitution de l'Union soviétique (1936) dispose que L'égalité en droits des citoyens de l'URSS sans distinction de nationalité et de race, dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique est une loi immuable. Toute restriction directe ou indirecte aux droits, ou inversement, l'établissement de privilèges directs ou indirects pour les citoyens selon la race et la nationalité à laquelle ils appartiennent, de même que toute propagande d'exclusivisme ou de haine et de dédain racial ou national, sont punis par la loi » ; de plus, en vertu de l'article 74 du Code pénal russe, reproduit dans le code pénal de chaque république soviétique (51), l'incitation à la haine ou à l'hostilité entre les membres de la « communauté nationale » était un crime passible d'une peine d'emprisonnement de plusieurs années (52). Lors d'un plénum du Comité central du Parti en janvier 1987 et dans son livre Perestroïka, publié la même année, Gorbatchev renvoya dos à dos l'antisémitisme et le sionisme, les qualifiant d'exemples de formes inacceptables de chauvinisme national (53), au diapason de la Déclaration de la Conférence internationale sur le sionisme et l'antisémitisme tenue au siège des Nations Unies en avril 1986 (54).

Le 1er février 1988 marqua un tournant spectaculaire : la Pravda, « rompant avec les déclarations officielles passées » des organes de presse soviétiques (55), réprouva catégoriquement l'antisémitisme ; le journal accusa l'organisation nationaliste russe Pamyat d'antisémitisme et tourna en dérision la thèse qu'elle reprenait d'un complot judéo-maçonnique en vue de dominer le monde. Il « stigmatisa non seulement l'antisémitisme ouvert des groupes d'extrême droite, tels que le Pamyat, qui rendent les Juifs responsables de tous les problèmes passés et présents du pays, mais aussi celui des nationalistes russes qui utilisent l'antisémitisme dans leurs efforts pour faire revivre la culture russe » (56). Il préparait le terrain au Kremlin.

Le 2 octobre 1991, le Washington Post rapporte l'information, peu reprise par les autres médias, selon laquelle, lors d'une rencontre avec des dirigeants juifs américains le jour même à Moscou, Gorbatchev avait reconnu que l'antisémitisme était un problème en Union soviétique, mais qu'il ne le considérait pas comme une « maladie profonde » dans la société ; quant aux dirigeants juifs américains en question, ils reconnurent que des progrès avaient été faits en matière « d'émigration et dans l'octroi de libertés aux synagogues, aux écoles hébraïques et aux autres institutions juives » ; il avait cependant refusé de

faire une déclaration publique condamnant l'antisémitisme, que les dirigeants juifs russes et américains demandaient depuis longtemps, car, justification bizarre, « il ne pensait pas que cela servirait les intérêts de qui que ce soit de pointer du doigt quelqu'un en particulier » (57). Leur patience serait récompensée. Quelques semaines plus tard, le fidèle conseiller du président russe, Aleksandr Yakovlev, chargé de le représenter à la cérémonie de commémoration du cinquantième anniversaire du massacre de Babi Yar, y lut une déclaration de Gorbatchev dans laquelle Babi Yar était présenté comme « un appel aux politiciens de notre époque à être vigilants, à se rappeler partout et à tout moment qu'ils ont reçu le pouvoir de servir les gens, qu'une politique immorale ne devrait jamais avoir sa place dans le monde. Les nazis ont spéculé sur les sentiments les plus bas, la jalousie, l'intolérance nationale et la haine. Ils ont utilisé l'antisémitisme pour infecter l'esprit des gens avec le racisme... La bureaucratie stalinienne, qui s'est publiquement dissociée de l'antisémitisme, l'a en fait utilisé comme un moyen d'isoler le pays de l'extérieur et de renforcer sa position dictatoriale » (58). Déjà manifestement affecté par divers troubles, dont ceux de la mémoire, le ventriloque ne manqua pas de pérorer sur les « germes venimeux de l'antisémitisme » et de « tirer de l'histoire de la persécution des Juifs une mise en garde contre la recrudescence actuelle des 'excès nationalistes' dans ce pays et ailleurs en Europe » (59). Le slogan médiatique selon lequel l'antisémitisme est en recrudescence est familier aux Européens de l'Ouest depuis une bonne dizaine d'années ; il était seriné aux Russes par la Pravda dès 1988.

Elsine, dans un entretien télévisé après sa victoire électorale en mai 1990, déplora l'antisémitisme et déclara que les organisations russes promouvant le fascisme seraient mises hors la loi (60). Le 24 février 1999, les membres de la sous-commission des affaires européennes du comité des relations étrangères du sénat des États-unis, lors de sa première session (61), intitulée « L'antisémitisme en Russie », se félicitèrent qu'« Eltsine ait assisté aux cérémonies d'inauguration de la Synagogue de l'Holocauste au parc de la Victoire à Moscou dans les premiers jours de septembre [1998]. Il a été le premier chef d'État russe à assister à un événement juif au cours de ce siècle », rappelèrent que « Le président Eltsine a dénoncé à plusieurs reprises l'antisémitisme et a formé une commission spéciale pour combattre la montée de l'antisémitisme dans le pays », tout en déplorant que « ce n'est pas suffisant pour le moment. [Lui et les personnalités locales qui le soutiennent] doivent continuer à prendre des mesures concrètes contre ceux qui violent la loi russe. Nous demandons au gouvernement russe de faire strictement respecter les lois qui sont déjà en vigueur et qui interdisent de participer à des activités racistes et nous espérons qu'il prendra des mesures vigoureuses » ; ils déplorèrent encore davantage que « les députés communistes de la Douma aient rejeté la motion visant à interdire l'utilisation du symbolisme nazi, utilisé par les groupes fascistes ». Le 23 mars de la même année, la Résolution concurrente n° 19 du Sénat « Concernant des déclarations antisémites faites par des membres de la Douma de la Fédération de Russie » visait en particulier « le président du comité de sécurité de la Douma et membre du parti communiste, Viktor Ilyukhin », qui, en décembre 1998, avait « accusé l'entourage juif du président Eltsine d'être responsable d'un prétendu 'génocide contre le peuple russe' » (62). Rien ne montre qu'Eltsine ait cédé au chantage états-unien. « Bien qu'il se soit appuyé dans une certaine mesure sur des conseillers juifs (63), Eltsine n'a jamais défendu activement les Juifs contre

les extrémistes russes et plusieurs politiciens de premier plan [...] ont ouvertement utilisé une rhétorique antisémite dans leurs campagnes politiques » (64).

Si, pourvu que l'on parvienne à se représenter le tableau qui vient être dressé des attitudes et de la politique des présidents russes du XXe siècle à l'égard des Juifs comme un ciel, Gorbatchev apparaît comme un véritable OVNI, Poutine, dont la judéophilie avancée (65) n'est pas prise en compte dans les analyses de Bolton (66), tient de l'extra-terrestre.

Notes de l'Introduction

[1] Publié à l'origine anonymement dans le National Renaissance Bulletin, bulletin du National Renaissance Party dirigé par James H. Madole, qui était à l'époque étroitement associé au mentor de Yockey, l'Allemand Frederick Weiss, vétéran de la Première Guerre mondiale, installé aux États-Unis.

[2] Les accusés furent accusés de faire partie d'une cabale juive suscitée entre autres par le juge de la Cour suprême des États-Unis Felix Frankfurter, le Yougoslave Moshe Pijade, décrit comme « l'idéologue juif du titoïsme » et les Israéliens David Ben Gurion et Moshe Sharett. Ils auraient fait partie d'un complot contre la Tchécoslovaquie planifié à Washington en 1947 par le président Harry S. Truman, le secrétaire d'État Dean Acheson et l'ancien secrétaire au Trésor Henry Morgenthau, Jr. Le secrétaire du Parti communiste Rudolf Slánský fut décrit dans l'acte d'accusation comme étant « de par sa nature même un sioniste » (Paul Lendvai, *Anti-Semitism in Eastern Europe*, Londres, Macdonald & Co., 1972, p. 243-5).

[3] Yockey, *The Death of England*, 2e partie, *Frontfighter*, n° 13, juin 1951, p. 3.

[4] Otto Strasser, *The Role of Europe*, in *Mosley : Policy & Debate*, Euphorion Books, 1954.

[5] Martin Lee, *The Beast Reawakens*, Londres, Little, Brown & Company, 1997, p. 58.

[6] Edmond Taylor, *Germany: Where Fascism & Communism Meet*, *The Reporter*, New York, 13 avril 1954.

[7] Rapport du Département d'État américain, 22 juin 1951 ; cité par Martin Lee, op. cit., p. 65.

[8] Thompson s'inscrit sur le registre du ministère de la Justice des États-Unis comme agent américain du PSR en 1952. Lorsque le parti fut interdit, Thompson, avec l'aide de Yockey, forma le Committee for International Justice et le Committee for the Freedom of Major General Remer, pour aider Remer et d'autres personnes poursuivies en Allemagne et aida également les familles des anciens combattants.

[9] Edward A. Brandt, dossier du FBI n° 105-23413-26, 22 octobre 1954.

[10] Oswald Spengler, *The Two Faces of Russia & Germany's Eastern Problems* (1922), in *Spengler: Prussian Socialism & Other Essays*, Londres, Black House Publishing, 2018.

[11] Cité dans Javier Cardoza-Kon, *Heidegger's Politics of Enframing: Technology and Responsibility*, New York, Bloomsbury Academic, 2020, p. 22.

[12] Bolton, *The Decline & Fall of Civilisations*, Londres, Black House Publishing, 2017, p. 260-9 ; Amoury de Riencourt, *The Soul of China*, Honeyglen Publishing, 1989.

[13] Voir Mikhail Agursky, *The Third Rome: National Bolshevism in the USSR*, Londres, Westview Press, 1987.

[14] Il déclara que chacun resterait neutre, si l'un d'eux était attaqué par une autre puissance.

[15] *What Can Russia Win if She Plays Her Trump Card*, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 15 mars 1952.

[16] *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 5 juin 1952.

[17] *Christ und Welt*, 27 décembre 1951.

[18] Avant la Seconde Guerre mondiale, le père E. J. Reichenberger avait été le chef des catholiques de Tchécoslovaquie et un opposant au national-socialisme et à l'annexion des Sudètes par l'Allemagne. Après la guerre, il devint le chef des émigrés allemands des Sudètes, le principal porte-parole des déportés allemands d'Europe de l'Est et un critique féroce des politiques alliées contre l'Allemagne, notamment du concept de « culpabilité collective ». Malgré son opposition au nazisme, le fait qu'il ait été honoré par le Vatican en tant que membre de la Chambre secrète pontificale et qu'il ait reçu de nombreuses récompenses telles que l'insigne d'honneur de l'Autriche, il fut dénigré pour avoir défendu l'Allemagne après la guerre.

[19] E. J. Reichenberger, *Nord-America*, 17 avril 1952.

[20] Joseph Newman, *New York Herald Tribune*, 27 août 1950.

[21] *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 30 mai 1952.

[22] James Cartnal, *Dispelling a Myth: The Soviet Note of March 1952*.

[23] Andrei Gromyko, *Memories*, Londres, Hutchison, 1989, p. 196.

[24] Anonyme, *Knut Hamsun: Saved by Stalin ?*, *Counter-Currents*, 6 juillet 2010.

[25] L'événement est décrit par Wolf Rüdiger Hess dans *My Father Rudolf Hess*, Londres, W. H. Allen, 1986. La note 6 du chapitre « Special Treatment » indique que Maser laissa une note dactylographiée sur sa rencontre avec Grotewohl à l'époque où il travaillait à l'Institut de recherche sur l'impérialisme à l'Université Humboldt de Berlin-Est, qui était dirigé par le « national-bolchevik » d'avant-guerre Ernst Niekisch, présent lors de la rencontre entre Maser et Grotewohl.

[26] Wolf Rüdiger Hess, op. cit., p. 251.

[27] Ibid., p. 252-3.

[28] Département historique et documentaire, ministère russe des Affaires étrangères, The USSR and the German Question : 1941-1949 (Documents des archives de la politique étrangère de la Fédération de Russie, M. « Relations internationales » , 2003), p. 244-53.

[29] Ibid.

[30] Ibid.

[31] Staline liquida la totalité du Comité central du Parti communiste allemand qui s'était réfugié en URSS pour échapper à Hitler.

[32] Programme du NPDD, juin 1951.

[33] Appel du NDPD pour l'unité allemande, quatrième congrès du parti, 1952.

[34] Réimprimé dans Kerry Bolton & John Morgan (éds.), The World in Flames: The Shorter Writings of Francis Parker Yockey, Centennial Edition Publishing, 2020.

Notes de l'étude

(1) Léon de Poncins, Revue Internationale des Sociétés Secrètes, 1er mai 1935 ; voir aussi Leonard Schapiro, The Rôle of the Jews in the Russian Revolutionary Movement, in The Slavonic and East European Review, vol. 40, n° 94, décembre, 1961 [p. 148-67] ; Enzo Traverso, The Jewish Question: History of a Marxist Debate, traduit par B. Gibbons, Brill, Leiden/Boston, 2018, chap. 6 : Intermezzo. The Jews and the Russian Revolution (1917–37).

(2) Voir Jean-Jacques Marie, L'antisémitisme en Russie, de Catherine II à Poutine, Tallandier, 2014.

(3) Décret du Conseil des commissaires du Peuple de la RSFSR « Sur l'éradication de l'antisémitisme » : « Selon des informations qui sont parvenues au Conseil des Commissaires du Peuple, des pogroms sont perpétrés dans de nombreuses villes, en particulier dans la zone proche du front, à la suite desquels, dans certains endroits, ont lieu des attaques contre la population laborieuse juive. La contre-révolution bourgeoise reprend les armes du tsar [...] A présent les contre-révolutionnaires se lancent à nouveau dans la chasse aux Juifs, utilisant la faim et la fatigue, ainsi que l'obscurantisme des masses les plus arriérées et les résidus de la haine antijuive inoculée par l'autocratie [...] Toute attaque contre une nation qu'elle quelle soit est inacceptable et humiliante. Le Conseil des commissaires du Peuple déclare que l'antisémitisme et les pogroms antijuifs signent la mort de la révolution ouvrière et paysanne et appelle le peuple des travailleurs de la Russie socialiste à se battre par tous les moyens contre ce mal. La haine nationale affaiblit nos rangs révolutionnaires, désunit le front unique des travailleurs, sans

distinction de nationalité, et ne tend la main qu'à nos ennemis. Le Conseil des Commissaires du Peuple appelle tous les députés des soviets à prendre des mesures énergiques pour éradiquer l'antisémitisme. Il est prescrit de mettre hors-la-loi ceux qui participent ou appellent aux pogroms »

« Le Président des Commissaires du Peuple (Oulianov) Lénine ; le chef du service administratif du Conseil des Commissaires du peuple, V. L. Bontch-Brouievitch, Le secrétaire du Conseil, N. Gorbounov» (Lidia Milakova [sous la dir.], « N 155 Décret du Conseil des commissaires du peuple de la RSFSR sur l'éradication de l'antisémitisme (Le 27 juillet 1918) », traduit du russe par Nicolas Werth, Patrice Bensimon, Claire Le Foll et Ekaterina Pichugina, Calmann Lévy, Paris, 2006, p. 541.

(4) Cité in Jean-Jacques Marie, op. cit.

(5) <http://www.marxists.org/archive/lenin/works/1919/mar/x10.htm> ; Lidia Miliakova (dir.), op. cit., p. 541.

(6) Fait très intéressant, « ni la quatrième édition stalinienne ni la cinquième édition khrouchtchevienne des Œuvres de Lénine ne reproduisent ce texte. Ils ont, en revanche, reproduit l'Appel La Patrie socialiste en danger dont l'auteur est, d'ailleurs, Trotsky et non Lénine ! » (Jean-Jacques Marie, op. cit.)

(7) « Sur les Juifs ne sera jamais réédité en URSS dans ses œuvres complètes » (Jean-Jacques Marie, op. cit.).

(8) Cité in Tamás Krausz, Reconstructing Lenin: An Intellectual Biography, Monthly Review Press, 2015.

(9) Ibid.

(10) Cité in Collectif, Communisme et complotisme : Contre les délires complotistes anti-communistes. Pour une approche réelle des faits, La soluce, 2017, p. 138.

(11) Voir Robert Paris, Léon Trotsky sur la question juive et le sionisme, 26 septembre 2020, <http://www.matierevolution.fr/spip.php?article5990>.

(12) « Il en était de même pour les amis de Trotsky en Europe », de Kautsky et Luxembourg à Victor et Friedrich Adler, du parti social-démocrate autrichien (Robert Service, Trotsky: A Biography, Belknap Press, 2010).

(13) Ibid.

(14) Ibid.

(15) Cité in ibid.

(16) Cité in ibid.

(17) Ibid.

(18) <http://www.marxists.org/reference/archive/stalin/works/1931/01/12.htm>.

(19) Myriam Anissimov, Vassili Grossman : un écrivain de combat, Paris, Éditions du Seuil, 2012.

(20) Gennadii V. Kostyrčchenko, Tajnaja politika Stalina: vlast'i antisemitizm, Moscou, 2001.

(21) L'une des premières institutions juives visées par les autorités soviétiques fut le Comité juif antifasciste ; créé en 1942 dans le cadre des efforts russes pour obtenir une aide militaire américaine, il fut dissous en 1948 ; sa dissolution avait été précédée par l'assassinat de son dirigeant et l'arrestation de ses membres, qui furent jugés la même année et, pour beaucoup, condamnés à mort (Bożena Szaynok, The Anti-Jewish Policy of USSR in the Last Decade of Stalin's Rule and its Impact on the East European Countries with Special Reference to Poland, Russian History Russian History, vol. 29, n° 2/4, The Soviet Global Impact: 1945-1991, été-autumne-hiver 2002 [p. 301-15],, p. 305).

(22) Samson Madievski, Gennadij V. Kostyrčenko, Tajnaja politika Stalina, in Cahiers du monde russe [En Ligne], vol. 43, n° 4, 2002.

(23) « Un fonctionnaire diplomatique soviétique au Canada qui fit ensuite défection, Igor Gouzenko raconta qu'on lui avait dit en 1939 qu'un décret 'confidentiel' du comité central du Parti envoyé à tous les directeurs d'établissements d'enseignement établissait des quotas d'admission pour les Juifs. Gouzenko déclara également que, au cours de l'été 1945, il fut informé par le chef de la division secrète des services de renseignements soviétiques que le comité central avait envoyé des instructions 'confidentielles' aux directeurs de toutes les usines pour qu'ils écartent les Juifs des postes à responsabilité » (William Korey, The Origins and Development of Soviet Anti-Semitism: An Analysis, in Slavic Review, vol. 31, n° 1, mars 1972 [p. 111-35], p. 117). En fait, selon Hitler, Staline avait dit à Ribbentrop qu'il aurait volontiers chassé tous les Juifs qui occupaient des postes de direction en URSS, s'il avait qualifié des non-Juifs pour les remplacer (William Korey, Russian Antisemitism, Pamyat, and the Demonology of Zionism, The Hebrew University of Jerusalem, 1995, p. 8). « Le 17 août 1942, au beau milieu de la bataille de Stalingrad, le Comité central du Parti communiste publia un rapport intitulé 'Sur la sélection et la promotion des cadres dans le domaine de l'art', qui dénonçait 'l'effroyable distorsion de la politique ethnique', qui se traduisait par « un trop grand nombre de non-Russes (principalement des Juifs) » dans de nombreuses institutions artistiques russes, le Bolchoï en tête. Cela commença par la musique, avant de se propager dans toutes les directions, particulièrement dans la 'lutte contre le cosmopolitisme'. Les administrateurs et les enthousiastes se mirent à compter le pourcentage d'impuretés (juives) parmi les cadres. Le système des quotas fut remis en vigueur, mais son existence même resta secrète, contrairement à ce qui avait été le cas à l'époque tsariste » (Gennady Gorelik, The World of Andrei Sakharov: A Russian Physicist's Path to Freedom, Oxford University Press, Oxford, 2005, p. 118).

(24) Voir Laurent Rucker, Staline, Israël et les Juifs, Presses Universitaires de France, Paris, 2001.

(25) Samson Madievski, op. cit.

(26) Maurizio Lattanzioni, Staline et la question juive, in Revue d'Histoire Non Conformiste, n° 3, juin 1994 ; voir elementsdeducationraciale.wordpress.com/2014/10/30/staline-et-la-question-juive. (27) <http://www.marxists.org/archive/trotsky/1937/02/therm.htm>.

(28) Mikhail Baitalsky, Russkii evrei vchera i segodnia, non publié. Cité in Roy Medvedev, Let History Judge: The Origins and Consequences of Stalinism. traduit par George Shriver, Columbia University Press. New York, 1989 [1972] ; Jeffrey Veidlinger, The Moscow State Yiddish Theater: Jewish Culture on the Soviet Stage, Indiana University Press, Bloomington, IN, 2000 ; David Priestland, The Red Flag: A History of Communism. Grove Press. New York, 2009 ; Edvard Radzinsky, Joseph Staline, Le Cherche-Midi, 2011 [1997].

(29) Jean-Jacques Marie, op. cit.

(30) William Korey, op. cit., p. 224. Voir Commentary Bk, Was Malenkov Behind the Anti-Semitic Plot? The Doctors' Frame-up and Its Reversal, <http://www.commentary.org/articles/commentary-bk/was-malenkov-behind-the-anti-semitic-plot-the-doctors-frame-up-and-its-reversal>.

(31) Benjamin Pinkus, The Soviet Government and the Jews 1948-1967: A Documented Study, Jonathan Frankel (éd.), Cambridge University Press, Cambridge, 1984, p. 90.

(32) Cité in Sergeï Khrushchev (éd.), Memoirs of Nikita Khrushchev, vol. 2, traduit par George Shriver, The Pennsylvania State University Press, 2004.

(33) Benjamin Pinkus, op. cit., p. 91 et sqq.

(34) Shimon Redlich, Khrushchev and the Jews, in Jewish Social Studies Jewish Social Studies, vol. 34, n° 4, octobre 1972 [p. 343-53], p. 353.

(35) Maurice Friedberg, Antisemitism as a Policy Tool in the Soviet Bloc, in J. Jacobson (ed.), Soviet Communism and the Socialist Vision, New Brunswick, Transaction Books, 1972, p. 124, 125.

(36) William Korey, op. cit., p. 75.

(37) Benjamin Pinkus, op. cit., p. 99.

(38) William Korey, op. cit., p. 75.

(39) Cité in ibid.

(40) Cité in Maurice Friedberg, op. cit., p. 137.

(41) Cité in William Korey, op. cit., p. 138.

(42) Ibid., p. 20. Voir, pour un compte-rendu, repositories.lib.utexas.edu/bitstream/handle/2152/25452/Selling+Anti-Semitism+in+Moscow.pdf?sequence=59.

(43) Ibid., p. 131.

(44) Cité in Jean-Jacques Marie, op. cit.

(45) Ibid.

(46) Ibid.

(47) Cité in ibid.

(48) Ibid. Voir Alan M. Dershowitz, Guilty or Crazy as Charged, 20 novembre 1977, <https://www.nytimes.com/1977/11/20/archives/guilty-or-crazy-as-charged-guilty.html>.

(49) William Korey, op. cit., p. 77.

(50) Ibid.

(51) Cet article a manifestement inspiré les rédacteurs onusiens de la Décision adoptée par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en application de l'article 14

de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [2011]) (<http://docstore.ohchr.org/SelfServices/FilesHandler.ashx?enc=6QkG1d%2FPPRiCAqhKb7yhsINV6Z8nZXqCvGgfOQo8ok8yFgbhFrYQ%2Fgbs8ufS6GQOVcP17fIN9xr%2FIFxddmLpQkrzQ8LoURo36k0cJoLDq0EhJ%2FU9GBL3l%2FurXK%2B2ZjpvLr6jCaX06saKUgNTsp1TuQ%3D%3D>), reproduite aussitôt dans le code pénal de diverses républiques « occidentales ».

(52) De 1918 à 1921, « les condamnations et les peines pour incitation à l'antisémitisme n'étaient pas inhabituelles », mais ensuite « personne ne fut accusé d'incitation à l'antisémitisme et encore moins reconnu coupable de et condamné pour de tels crimes » (William Korey, op. cit., p. 328).

(53) William Korey, op. cit., p. 177.

(54) Yoram Dinstein, Anti-Semitism, Anti-Zionism and the United Nations, in Israel Yearbook on Human Rights, vol. 17, 1987, p. 15-23.

(55) Voir <http://www.latimes.com/archives/la-xpm-1990-07-23-mn-412-story.html>.

(56) Voir Michael Parks, Anti-Semitic Tide Perilous, Pravda Says : Soviet Union: Party paper warns that rapidly growing prejudice undermines political and economic reforms, 23 juillet 1990, <http://www.latimes.com/archives/la-xpm-1990-07-23-mn-412-story.html>. L'un des dirigeants du groupe, Constantin V. Smirnov-Ostashvili, 55 ans, a été la première personne en Russie à être condamnée pour injures antisémites. Il s'est suicidé en prison. Il n'a pas laissé de lettre de suicide avant de se pendre et les responsables de la colonie pénitentiaire de Tver, à environ 60 miles au nord-ouest de Moscou, ont déclaré à l'agence de presse Tass que sa mort est 'un mystère' » (id., Russian Nationalist Imprisoned for Anti-Semitism Kills Himself, 30 avril 1991, <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1991-04-30-mn-988-story.html>).

(57) Fred Hiatt, Gorbachev, U.S. Jews Meet,

3 octobre 1991,

<https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1991/10/03/gorbachev-us-jews-meet/36e703e0-65b3-4aae-8bd2-da9867207eab>.

(58) Cité in Peter Golden, O Powerful Western Star!: American Jews, Russian Jews, and the Final Battle of the Cold War, Gefen Publishing House, 2012, p. 414 ;

<https://www.nytimes.com/1991/10/07/world/gorbachev-condemns-anti-semitism-past-and-present.html>.

(59) Ibid.

(60) Encyclopaedia Judaica: Year book, Encyclopaedia Judaica, 1990, p. 49.

(61) <http://www.govinfo.gov/content/pkg/CHRG-106shrg55215/html/CHRG-106shrg55215.htm>.

(62) <http://www.govinfo.gov/content/pkg/CRECB-1999-pt4/html/CRECB-1999-pt4-Pg4814-2.htm>. Voir aussi, sur la campagne du nationaliste néostalinien Viktor Ilyukhin contre Eltsine puis Poutine, Nadia Russ, Russia is in a State of Ferment Again, New York, NY, NeoPopRealismPress, 2019.

(63) Susan Sarah Cohen (éd.), Antisemitism. An Annotated Bibliography, vol. 15, K. G. Saur, Munich, 1999, p. 430 parle plutôt de « prééminence des Juifs dans le gouvernement d'Eltsine ».

(64) Virginie Coulloudon, Broken Promises: Antisemitism under Yeltsin, Davis Centre for Russian Studies, Harvard University, février 1999. Cité in Zvi Gitelman, Jewish Identities in Postcommunist Russia and Ukraine: An Uncertain Ethnicity, Cambridge University Press, Cambridge, 2012, p. 204, qui note que, en Russie, plus de trois cents publications antisémites étaient répertoriées en 1999 contre une quarantaine en 1991.

(65) Voir <https://elementsdeducationraciale.wordpress.com/2015/11/21/vladimir-shlmv-poutine>.

(66) En novembre 2017, la Russie poutinienne est allée jusqu'à présenter à l'ONU un projet intitulé « Lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée », qui a été adopté par 125 voix pour, 2 voix contre (États-Unis et Ukraine) et 51 abstentions. L'opposition des États-Unis et de l'Ukraine à l'adoption de ce projet, interprétée à tort dans certains cercles comme la preuve du caractère fasciste du gouvernement de ces deux pays, est expliquée en détail sur la page concernée du site Internet de l'ONU. La Russie poutinienne, régulièrement taxée de fascisme par d'autres types de cercles, ne s'était pas tirée une balle dans le pied. En effet, comme l'explique un spécialiste des mouvements populistes dans l'Eurasie post-soviétique, en Europe et aux États-Unis, « [...] la Russie n'est en rien le seul pays dans lequel un élément marginal de la société s'inspire des arguments de l'extrême droite, avec ou sans références au fascisme historique en soi. Non seulement ces groupuscules ne sont pas autorisés par la loi à participer au jeu

politique, mais leur base sociologique reste difficile à saisir. Si, par exemple, aux États-Unis, ces groupes peuvent s'appuyer sur de profondes traditions d'esclavage et de ségrégation et sur des électeurs qui ont une telle vision du monde, ce n'est pas le cas en Russie. Les autorités russes ont tour à tour réprimé, marginalisé ou adopté une politique de laissez-faire à l'égard des initiatives de la droite radicale [russe], voire les ont cooptées, selon le contexte. Cette interaction est en fait beaucoup plus complexe, car l'État russe est composé d'une pluralité d'acteurs et d'espaces'. On peut discerner une douzaine de personnalités politiques de haut niveau qui, d'une manière ou d'une autre, jouent un rôle d'éminence grise en essayant de promouvoir, de soutenir, de protéger les figures de la droite radicale et de les rapprocher des autorités étatiques. Deux groupes – les segments de l'Église qui sont sous la direction personnelle de l'évêque Tikhon et plusieurs groupes de hauts responsables militaires liés soit au ministère de la Défense, soit aux services de sécurité – semblent également les soutenir. Pourtant, ils ne représentent qu'une partie minime de l'ensemble des élites politiques russes. [...] L'« arbre » fasciste [russe] ne doit pas cacher la forêt idéologique russe, ne doit pas cacher l'existence d'autres idéologies, qui célèbrent le caractère unique de la Russie de manière plus traditionnelle en mettant l'accent sur l'histoire et la culture nationales, l'orthodoxie ou une certaine forme de nostalgie soviétique. Le fascisme classique, à savoir le fascisme européen historique ou le suprémacisme blanc, reste méprisé par l'opinion publique russe et largement réprimé par les organes de l'État russe. Ce que j'appelle le 'parafascisme', c'est-à-dire les doctrines russifiées telles que [celle du groupe réactionnaire, monarchiste et ultra-nationaliste] Centaines noires, l'eurasianisme, le national-bolchevisme, le stalinisme mystique, qui peuvent avoir certaines caractéristiques conceptuelles en commun avec le fascisme – croyance en une méta-idéologie et une élite éclairée, appel à l'endoctrinement de masse et à la violence d'État, utopie de la régénération de la nation par la guerre – ont une certaine marge de manœuvre. On leur donne le droit d'exister en tant qu'extrémités radicales d'un spectre plus large de doctrines acceptables considérées comme faisant partie des formes classiques de nationalisme russe ou de conservatisme russe : les 'Centaines noires' sont l'extrémité radicale du continuum de réhabilitation du tsarisme, l'eurasianisme l'extrémité radicale du continuum de la croyance en la Russie comme pivot de l'Eurasie, le stalinisme mystique et le national-bolchevisme l'extrémité radicale du continuum de la nostalgie de la grandeur soviétique. Ces doctrines, qui peuvent exister grâce à quelques puissants mécènes, sont néanmoins en dehors du courant dominant de ce que l'administration présidentielle et le gouvernement russe promeuvent au niveau de la gouvernabilité quotidienne. Le courant idéationnel principal de la Russie s'appuie sur une base beaucoup plus conventionnelle et consensuelle, qui combine la nostalgie soviétique de l'époque de Brejnev, les critiques des années 1990 et les appels à un nouvel ordre mondial qui remettrait en question l'hypocrisie et la décadence morale [...] de l'Occident. Dans le même temps, la ligne officielle continue de se référer à l'Europe comme à un berceau civilisationnel incarnant une culture et une qualité de vie supérieures (Engström, 2020) et de déclarer que, au XXI^e siècle, il est 'normal' que chaque pays accepte la modernité/modernisation/mondialisation. Cultivant la pluralité doctrinale, le flou et l'implicite, ce courant pense les idéologies dans une logique de marché : des produits idéationnels contradictoires sont élaborés pour chaque public micro-ciblé afin d'obtenir le plus grand consensus possible autour du régime. S'il y a une tendance idéologique dominante à identifier, c'est bien l'illibéralisme » (Marlene Laruelle, *Is Russia Fascist?: Unraveling Propaganda East and West*, Cornell University Press, 2021) La Russie poutinienne a donné l'exemple, lorsque, en mai 2014, la Douma a voté en première lecture une loi contre la « réhabilitation du nazisme, renforçant ainsi » les sanctions

contre 'le déni des faits' établis par le Tribunal de Nuremberg, 'l'apologie des crimes' établis par ce tribunal, 'ainsi que la diffusion de fausses informations sur les activités de l'Union soviétique pendant la Seconde guerre mondiale' [...] » (La Douma vote une loi contre la « réhabilitation du nazisme », 4 avril 2014, <https://www.lapresse.ca/international/europe/201404/04/01-4754521-la-douma-vote-une-loi-contre-la-rehabilitation-du-nazisme.php>). Le crime « est passible d'une amende pouvant atteindre 300 000 roubles (8 400 dollars) ou de trois ans de prison. Si un fonctionnaire d'État commet l'infraction, il risque une peine de prison pouvant aller jusqu'à cinq ans, une amende pouvant aller jusqu'à 500 000 roubles (14 000 dollars) et une interdiction d'exercer des fonctions gouvernementales pendant trois ans. La profanation publique de symboles de la gloire militaire russe ou la diffusion d'informations irrespectueuses des jours fériés liés à la défense du pays sont passibles d'une amende pouvant atteindre 300 000 roubles ou d'un an de travaux d'intérêt général » (<https://www.ponarseurasia.org/the-implications-of-russia-s-law-against-the-rehabilitation-of-nazism/>).